



AVENUE DE LA
**JOYEUSE ENTRÉE
BLIJDE INKOMST**
LAAN

17-21

RAPPORT

CCE 2016 - 1324

**La conjoncture économique dans l'industrie alimentaire
et des boissons
Mai 2016**

CCE
Conseil Central de l'Economie
Centrale Raad voor het Bedrijfsleven
CRB





Rapport sur la conjoncture économique dans l'industrie alimentaire et des boissons

Mai 2016

Personnes de contact
Emmanuel de Béthune
embe@ccecrb.fgov.be
Gautier Jérôme
Gautier.gerome@ccecrb.fgov.be

Avant-propos

Dans le contexte de l'identification et de la mise en œuvre des synergies entre le secrétariat du CCE et le SPF Economie, un projet commun a été mis en place dans le domaine des analyses sectorielles de la conjoncture.

L'exposé d'orientation politique Economie et Consommateurs du Vice-premier ministre Kris Peeters a donné un élan supplémentaire à cette collaboration, puisqu'il y est précisé que le SPF Economie utilisera entre autres son expertise, en collaboration avec le Conseil central de l'économie, pour examiner en détail et clarifier la conjoncture de secteurs comme le secteur de la distribution, le secteur alimentaire et le secteur chimique.

Le rapport actuel « Conjoncture économique dans l'industrie alimentaire – mai 2016 » a été élaboré, d'une part, par l'équipe de la Direction générale Analyses économiques et Economie internationale du SPF Economie (Peter Van Herreweghe, Liliane Turloot, Vincent Vanesse, Richard Saka Sapu et Steffi Mignon) et, d'autre part, par l'équipe du secrétariat du CCE (Gautier Jérôme, Clarisse Van Tichelen et Emmanuel de Béthune).

Les expériences positives de cette coopération et les synergies réalisées offrent de nombreuses perspectives de collaboration entre le SPF Economie et le secrétariat du CCE pour d'autres projets et études. Les deux directions veilleront à ce que ce type de coopération puisse être intégré de manière structurelle dans les deux institutions, comme le demande le ministre. Par ce biais, nous souhaitons remercier les collaborateurs pour le travail fourni et les encourager à poursuivre ainsi qu'à étendre leur collaboration dans le cadre des analyses conjoncturelles sectorielles des commissions consultatives spéciales (CCS) du CCE.



L. DENAYER
Secrétaire
Conseil central de l'économie



J.M. DELPORTE
Président
Comité de direction du SPF Economie
PME, Classes moyennes et Energie

Table des matières

1	Conjoncture générale	9
1.1	Le sentiment économique en Belgique et en Europe.....	11
1.2	La Belgique et les pays voisins.....	12
1.3	Composantes de la croissance belge	13
2	Conjoncture dans les industries alimentaires (NACE 10) et la fabrication de boissons (NACE 11)	15
2.1	Conjoncture	15
2.2	Chiffre d'affaires, production et prix à la production	16
2.2.1	Chiffre d'affaires selon les données TVA.....	16
2.2.2	Production selon les indices Prodcom.....	19
2.2.3	Prix à la production.....	22
2.3	Investissements et taux d'utilisation des capacités de production	24
2.3.1	Investissements selon les données TVA	24
2.3.2	Taux d'utilisation des capacités de production	26
2.4	Emploi.....	27
2.5	Chômage temporaire	28
2.6	Créations et radiations d'entreprises.....	29
2.7	Faillites.....	30
2.8	Commerce extérieur	31
2.9	Principaux constats dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons.....	37
3	Annexes	40

Liste des graphiques

Graphique 1-1 :	Indicateur de sentiment économique dans l'Union européenne et en Belgique	11
Graphique 1-2 :	Taux de croissance du PIB réel belge (cumulé)	13
Graphique 1-3 :	Contributions à la croissance du PIB réel belge (en point de pourcentage)	14
Graphique 2-1 :	Courbe de conjoncture brute dans l'alimentation et niveau moyen (01/2008-2/2016)	15
Graphique 2-2 :	Les quatre questions de la courbe de conjoncture (01/2008-2/2016)	16
Graphique 2-3 :	Chiffre d'affaires dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons (en millions d'euros)	17
Graphique 2-4 :	Indice de production (Prodcop) dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons (2010=100)	19
Graphique 2-5 :	Indice des prix à la production dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons (marchés globaux, 2010=100)	22
Graphique 2-6 :	Investissements dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons (en millions d'euros)	25
Graphique 2-7 :	Taux d'utilisation désaisonnalisé des capacités de production (en%)	27
Graphique 2-8 :	Chômage temporaire dans l'industrie et dans l'alimentation	28
Graphique 2-9 :	Faillites et pertes d'emploi directement liées dans les industries alimentaires (en nombre)	30
Graphique 2-10 :	Faillites et pertes d'emploi directement liées dans la fabrication de boissons (en nombre)	31
Graphique 2-11 :	Commerce extérieur de la Belgique pour les industries alimentaires (en millions d'euros)	32
Graphique 2-12 :	Commerce extérieur de la Belgique pour le secteur de la fabrication des boissons (en millions d'euros)	35

Liste des tableaux

Tableau 1-1 :	Taux de croissance du PIB et révisions (projection hiver 2016)	9
Tableau 1-2 :	Taux de croissance du PIB (projection hiver 2016)	12
Tableau 2-1 :	Total du chiffre d'affaires	17
Tableau 2-2 :	C10 - Production en Belgique, dans la zone euro et les pays voisins	20
Tableau 2-3 :	C11 - Production en Belgique, dans la zone euro et les pays voisins	21
Tableau 2-4 :	C10 - Prix à la production en Belgique, dans la zone euro et les pays voisins (marchés globaux, 2010=100)	23
Tableau 2-5 :	C11 - Prix à la production en Belgique, dans la zone euro et les pays voisins (marchés globaux, 2010=100)	23
Tableau 2-6 :	Total des investissements	25
Tableau 2-7 :	Emploi dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons	27
Tableau 2-8 :	Solde de la balance commerciale des industries alimentaires et de la fabrication de boissons (en millions d'euros)	31
Tableau 2-9 :	Ventilation des exportations par groupe de produits (en millions d'euros)	33
Tableau 2-10 :	Ventilation des importations par groupe de produits (en millions d'euros)	34
Tableau 2-11 :	Comparaison de l'évolution du commerce extérieur en valeur et en quantité pour le secteur alimentaire	34
Tableau 2-12 :	Ventilation des exportations par groupe de produits (en millions d'euros)	36
Tableau 2-13 :	Ventilation des importations par groupe de produits (en millions d'euros)	36
Tableau 2-14 :	Evolution des principaux indicateurs économiques dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons	39
Tableau 3-1 :	Commerce international de produits alimentaires (en millions d'euros sauf indication contraire)	40
Tableau 3-2 :	Commerce international de boissons (en millions d'euros, sauf indication contraire)	41

Executive summary

La conjoncture générale

La Commission consultative spéciale (CCS) de l'Alimentation du Conseil central de l'économie (CCE) publie chaque année un rapport sur la conjoncture dans l'industrie alimentaire (alimentation et boissons). Ce rapport est le fruit d'une collaboration entre le secrétariat du CCE et le SPF Economie.

Tout d'abord nous remarquons que les prévisions économiques de février 2016 de la Commission européenne (CE) pour l'année 2016 sont moins optimistes que celles de l'automne 2015, pour les pays développés comme pour les pays émergents. Cette révision à la baisse de la croissance de l'activité mondiale est surtout liée au ralentissement de l'activité dans les économies émergentes, notamment en Chine. Parmi les pays développés, le Etats-Unis continuent à afficher la plus forte croissance.

Secondement nous remarquons qu'en zone euro, les prévisions n'ont été que très légèrement revues à la baisse par rapport au reste du monde. La croissance en zone euro devrait atteindre 1,7% en 2016 puis 1,9% en 2017. La zone euro a en effet pu bénéficier au cours de l'année 2015 d'une série d'éléments de soutien. Il y a eu la baisse des prix du pétrole qui a favorisé la consommation des ménages, la dépréciation du taux de change qui a amélioré la compétitivité des entreprises et des taux d'intérêts faibles qui ont permis de diminuer les coûts de financements pour les ménages, les états et les entreprises.

Le taux de chômage en zone euro passerait de 11% en 2015 à 10,5% en 2016 et à 10,2% en 2017. L'amélioration du marché de l'emploi ainsi que la faiblesse de l'inflation et les taux d'intérêts bas devraient perdurer. Ces éléments favoriseront la consommation, qui devrait rester le premier moteur de la croissance en 2016. A cela s'ajoute une sortie progressive des mesures d'austérité dans la plupart des pays européens qui devrait aussi soutenir la croissance économique.

Malgré ces éléments positifs, les investissements sont restés faibles en 2015 et ceci en dépit de taux bas. Nous devons constater que beaucoup d'incertitudes économiques et politiques subsistent au niveau mondial et européen. Néanmoins, on peut s'attendre à un redressement des investissements en 2016, grâce à une hausse persistante de la demande domestique, des taux faibles et d'un taux d'utilisation des capacités de production élevé.

Troisièmement, nous notons que la confiance économique n'a pas évolué favorablement au cours des derniers mois dans l'UE et en particulier en Belgique. La confiance s'est surtout fortement détériorée dans l'industrie à cause du ralentissement des exportations et de l'activité mondiale.

Finalement, dans son analyse par pays, la CE prévoit une croissance du PIB en Belgique de 1,3% en 2016 qui augmenterait ensuite à 1,7% en 2017. Ces prévisions sont conformes aux prévisions d'automne. La consommation privée demeure le moteur principal de la croissance en 2015, ce qui ne devrait pas être le cas en 2016 ou ce serait la demande extérieure qui prendrait le relais. En effet, la CE indique que la consommation privée est sous pression du fait de la faible croissance des salaires (saut d'index) et de l'augmentation de la taxation indirecte et des prix de l'électricité. La plus forte contribution de la demande extérieure à la croissance du PIB en 2016 est liée à l'amélioration de la compétitivité des entreprises permise par la baisse des cotisations patronales, couplée à la modération salariale et à des prix faibles pour les matières premières. L'accélération attendue de la croissance en 2017 devrait surtout provenir de la hausse de la consommation privée induite par une augmentation des salaires.

Celle-ci serait due entre autres à une réactivation de l'indexation. Le marché du travail en Belgique devrait continuer de s'améliorer sur l'horizon de prévision, la CE prévoit une baisse du taux de chômage de 8,3% en 2015 à 7,4% en 2017.

La conjoncture dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons

Le secteur de l'industrie alimentaire a vu sa courbe de conjoncture se redresser de façon continue depuis novembre 2014. Cette remontée de l'indicateur s'explique par les prévisions plus favorables en matière d'emploi et de demande.

Au cours de l'année 2015, le chiffre d'affaires de l'industrie de l'alimentation, qui comprend les industries alimentaires et de fabrication de boissons, a crû de 0,2% en 2015, après une baisse de 0,4% en 2014. C'est surtout le secteur des boissons qui a vu son chiffre d'affaire augmenter, +0,8% contre +0,1% pour les industries alimentaires. Grâce entre autres à la chute de l'euro, tous deux ont vu leurs soldes commerciaux fortement augmenter en 2015. L'emploi dans le secteur a diminué de 0,2% en 2015, ceci est le résultat d'une diminution de 0,4% dans les industries alimentaires et d'une augmentation de 1% dans le secteur de la fabrication de boisson.

Les industries alimentaires

Les industries alimentaires ont connu une croissance de leurs chiffres d'affaire de +0,1%. Cette faible croissance est entre autres due à une forte baisse des prix à la production de -3,9%. La production quant à elle a augmenté de 3,3% en 2015.

La baisse des prix est plus importante en Belgique que chez nos voisins et pèse sur le chiffre d'affaire du secteur. Cette baisse est surtout liée aux sous-secteurs de la viande¹ et des produits laitiers², qui sont confrontés à une suroffre sur les marchés mondiaux. Ensemble, ces deux sous-secteurs représentent 25% du chiffre d'affaires du secteur alimentaire. Les difficultés, entre autres dans ces sous-secteurs, n'ont pas permis au secteur dans son ensemble de pleinement profiter de la chute du cours de l'euro. Les exportations sont en hausse de 2,2% ce qui est très légèrement en deçà du rythme de croissance annuel entre 2008-2014 qui était de 2,4%.

Ces chiffres peuvent fortement diverger d'un sous-secteur à l'autre, tous ne sont pas logés à la même enseigne.

Ainsi, le sous-secteur « Transformation et conservation de fruits et légumes » s'est plutôt bien porté avec une croissance de son chiffre d'affaire de 3,7% sur l'année, et ce malgré une baisse des prix de -0,4%. De plus, le secteur a vu ses exportations augmenter davantage que ses importations. Remarquons que les investissements ont fortement augmenté pour la deuxième année d'affilée, +37,1% en 2015 contre +24,9% en 2014.

Le secteur de « Fabrication de produits laitiers » affiche une baisse importante de son chiffre d'affaires, -17,7%. Cette baisse s'explique par la chute des prix à la production, -10%, en raison d'une suroffre mondiale sur le marché du lait. Cette baisse des prix a entraîné une forte chute de l'investissement de -37,3%. La production dans le secteur est en hausse de 6,9%.

¹ Nace 10.1 : « Transformation et conservation de la viande et préparation de produits à base de viande »

² Nace 10.7 : « Fabrication de produits laitiers »

Le sous-secteur « Transformation et conservation de la viande et préparation de produits à base de viande », deuxième sous-secteur en poids par son chiffre d'affaire, affiche aussi des difficultés, les prix à la production ayant chuté de -6,9%. L'essentiel de la baisse des prix a eu lieu au troisième trimestre 2015. La forte augmentation de la production, +8%, a néanmoins permis de limiter la baisse du chiffre d'affaires à -1,6%. Cette augmentation de la production a surtout eu lieu au quatrième trimestre 2015, après la chute des prix.

Le sous-secteur « Fabrication d'autres produits alimentaires » affiche une hausse de son chiffre d'affaire de 4,5% et ceci malgré une légère diminution des prix à la production de -0,2%. Les investissements reculent de 3,3% en 2015 après une hausse de 26,4% en 2014. C'est surtout grâce à la fabrication du chocolat et de condiments que les ventes ont augmenté dans le secteur, le chiffre d'affaire lié à la fabrication de sucre a quant à lui baissé de 15,6% en 2015.

Le sous-secteur « fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires » voit son chiffre d'affaires augmenter de 0,5% en 2015 après une chute de plus de 20% entre 2012 et 2014. Les investissements dans le secteur sont en hausse de 6,3% après 2 années consécutives de baisse. Les prix à la production ont légèrement fléchi, -0,2%.

Les difficultés du secteur de l'alimentation se reflètent dans le nombre de faillites, bien que celui-ci soit en baisse, les pertes d'emplois qui y sont liées ont explosées. Ceci pourrait indiquer que les faillites ont commencé à davantage toucher de grandes entreprises. Notons que les faillites ont le plus touché les sous-secteurs de « Transformation et conservation de la viande et préparation de produits à base de viande » et de « Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires ». Notons aussi que les radiations d'entreprises ont aussi été plus nombreuses que les créations d'entreprises en 2015 et que les deux sont en recul. Ces évolutions ont pour résultat que l'emploi dans les industries alimentaires a reculé de 0,4% sur les 9 premiers mois de 2015 après avoir déjà baissé de 0,6% en 2014.

La fabrication de boissons

L'augmentation des prix à la production, +1,9%, a permis au secteur d'augmenter son chiffre d'affaires +0,8% malgré une légère baisse de la production -2,3%. Les investissements ont été importants en 2015, +44,5% contre +14,7% en 2014. Cette hausse des investissements est surtout liée au sous-secteur des « Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes » qui a vu ses investissements augmenter de 131,2% en 2015.

Le secteur des boissons a vu ses exportations bondir de 8,4% sur les 11 premiers mois de 2015, tandis que ses importations ne progressaient que de 0,7%. Ces bons résultats à l'export sont surtout le fait du sous-secteur de la bière. Ce dernier a un poids de près de 50% dans le chiffre d'affaire total du secteur et a pu bénéficier d'un euro faible.

La bonne santé du secteur est reflétée par un nombre élevé de création d'entreprises et un faible nombre de radiation. Il n'y eu qu'une seule faillite dans le secteur et aucune perte d'emploi n'y est liée. L'emploi dans le secteur a augmenté de 1% sur les 9 premiers mois de 2015 après avoir déjà connu une hausse de 0,2% en 2014.

En bref

L'activité économique en zone euro et en Belgique devrait continuer à croître. Le secteur de l'alimentation affiche des performances mitigées, faible croissance et légère baisse de l'emploi. Le secteur des boissons se porte plutôt bien et voit ses investissements fortement augmenter, tandis que les industries alimentaires affichent des difficultés dans certains sous-secteurs comme la viande, le lait et la fabrication de pain et de pâtisseries. La hausse de l'emploi dans le secteur des boissons ne permet pas de compenser la baisse de l'emploi dans les industries alimentaires. Malgré la chute des prix dans les industries alimentaires, la production a augmenté tandis que dans le secteur des boissons, les prix ont augmenté et la production a baissé. Le solde commercial de l'ensemble du secteur s'est fortement amélioré grâce entre autres à la baisse de l'Euro.

1 Conjoncture générale

Les prévisions économiques de février 2016 de la Commission européenne (CE) sont légèrement moins optimistes que celles de l'automne 2015.

En effet, les prévisions de croissance de l'activité mondiale sont revues à la baisse, 3% en 2015 et 3,3% en 2016 contre respectivement 3,1% et 3,5% prévu en automne dernier. Cette révision à la baisse de l'expansion mondiale est principalement dictée par le ralentissement de l'activité dans les pays émergents.

Les États-Unis devraient demeurer le meilleur élève parmi les grandes économies développées avec une croissance du PIB de 2,7% en 2016 et de 2,6% en 2017.

Le PIB attendu dans l'Union européenne (UE) et en zone euro a été légèrement revu à la baisse. En zone euro, la croissance devrait continuer à légèrement augmenter sur l'horizon de prévision pour atteindre 1,7% en 2016 et 1,9% en 2017. Pour l'UE dans son ensemble, la croissance se maintiendrait à 1,9% en 2016 avant de s'établir à 2% en 2017. Ces taux de croissance plus élevés en UE qu'en euro résultent notamment du plus grand dynamisme des économies de l'Est lié au phénomène de rattrapage.

En Asie, le ralentissement de la croissance Chinoise se confirme, la croissance du pays serait ramenée à 6,5% en 2016 et à 6,2% en 2017. La croissance au Japon devrait, après une accélération en 2016 (+1,1%) chuter en 2017 à +0,5%.

Tableau 1-1 : Taux de croissance du PIB et révisions (projection hiver 2016)

	2015	2016	2017		2015	2016	2017
Zone euro	1,6%	1,7%	1,9%	Zone euro	=	↓	=
UE	1,9%	1,9%	2,0%	UE	=	↓	↓
Etats-Unis	2,5%	2,7%	2,6%	Etats-Unis	↓	↓	↓
Japon	0,7%	1,1%	0,5%	Japon	=	=	=
Chine	6,9%	6,5%	6,2%	Chine	↑	=	=
Monde	3,0%	3,3%	3,5%	Monde	↓	↓	↓

Source : European Economic Forecast autumn 2015 & winter 2016

Plusieurs éléments expliquent la détérioration de la conjoncture mondiale et les tensions sur les marchés financiers

La relève des taux d'intérêt aux États-Unis crée des tensions sur les marchés internationaux. Cette hausse des taux engendre une fuite des capitaux des pays émergents vers les États-Unis qui risque d'assécher certaines économies émergentes et de poser des problèmes de financement de la balance des paiements, surtout pour les pays ayant à la fois, un solde commercial négatif et un déficit public. L'afflux de capitaux aux États-Unis suscité par la remontée des taux va renforcer le dollar, ce qui détériorera leur balance commerciale déjà fortement déficitaire. La hausse des taux d'intérêt risque aussi de faire éclater des bulles spéculatives sur les marchés américains, alimentés pendant des années par de l'argent bon marché. Dès lors, la fuite des capitaux des économies émergentes, l'éclatement de bulles spéculatives et le renforcement des déséquilibres commerciaux aux États-Unis, constituent des risques baissiers pour l'économie mondiale.

La chute des cours du pétrole a permis aux ménages de dégager du pouvoir d'achat et d'augmenter leur consommation. Mais les effets de cette chute ne sont pas seulement positifs. En effet, la baisse des cours engendre une baisse de la demande émanant des pays producteurs de pétrole, ce qui contribue aussi au ralentissement de l'activité mondiale. De plus, la chute des cours du pétrole induit des tensions sur les marchés financiers du fait des nombreux investissements effectués dans le secteur de l'énergie (notamment le pétrole conventionnel). Ces investissements ont été principalement financés sur de la dette et voient leur rentabilité mise à mal.

A cela s'ajoute la transition de l'économie Chinoise, d'un modèle fondé sur les exportations et l'investissement vers un modèle économique davantage tourné vers la consommation intérieure. L'appréciation antérieure du yuan couplée à l'augmentation des salaires a diminué la compétitivité prix des produits chinois. Le taux d'épargne élevé et la part encore faible de la consommation dans le PIB, font que la baisse des exportations n'est pas suffisamment compensée par la hausse de la consommation. Ces évolutions engendrent un fléchissement de la croissance Chinoise qui est renforcé par les effets du relèvement des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Les entreprises Chinoises, lourdement endettées en dollars, se voient donc confrontées à une double menace, la baisse des débouchés à l'exportation et la hausse des dettes liées à une dépréciation du yuan par rapport au dollar.

Cette baisse des exportations et de la croissance diminue la demande Chinoise en hydrocarbures et en matières premières. Ce repli de la demande s'est accompagné d'une chute des prix des matières premières et des hydrocarbures, ce qui fragilise les pays dont les exportations dépendent beaucoup des matières premières (pays d'Afrique, d'Amérique Latine, du Moyen-Orient, Russie). De ce fait, les pays exportateurs de matières premières voient leurs devises plonger.

Il convient d'ajouter que la volatilité sur les marchés des devises se voit renforcer par la non synchronisation des politiques des grandes banques centrales. La BCE et la BOJ mènent des politiques monétaires expansives à travers des rachats d'actifs tandis que la FED augmente ses taux d'intérêts.

La zone euro dispose de certains atouts

L'Europe a pu bénéficier au cours de l'année 2015 d'une série d'éléments de soutien comme la baisse des prix du pétrole qui a favorisé la consommation des ménages, la dépréciation du taux de change qui favorise la compétitivité des entreprises ainsi que des taux d'intérêts faibles qui permettent de booster la consommation des ménages et de diminuer les coûts de financements pour les états et les entreprises. L'amélioration du marché de l'emploi, la faiblesse de l'inflation et des taux d'intérêts (qui perdurerait en 2016) devraient continuer à favoriser la consommation comme premier moteur de la croissance. A cela s'ajoute une sortie progressive des mesures d'austérité dans la plupart des pays européens qui devrait aussi soutenir la croissance économique.

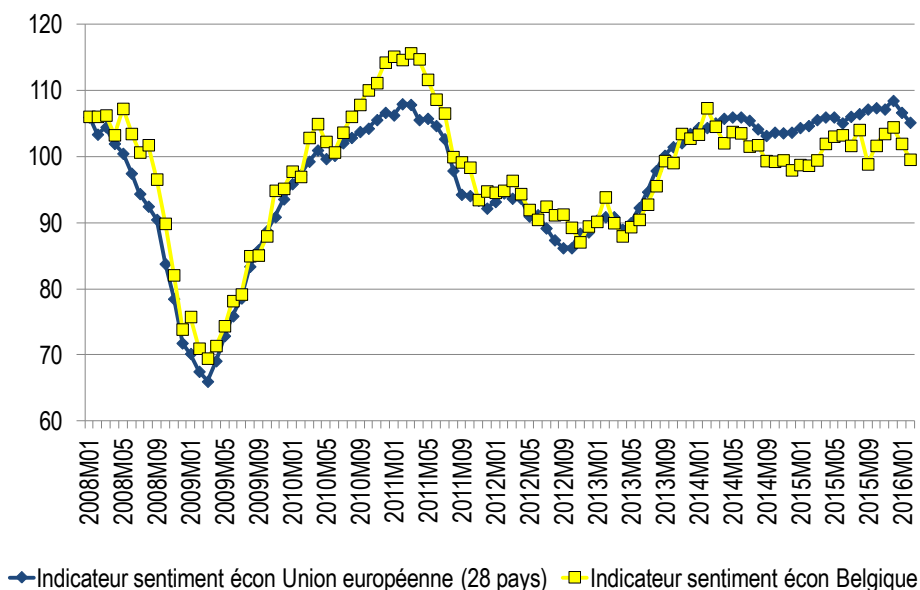
Malgré ces éléments positifs, les investissements restent faibles en dépit de taux bas liés aux incertitudes économiques au niveau mondial et aux incertitudes politiques au niveau européen. En effet, les incertitudes entourant les dettes publiques élevées en zone euro, les tensions géopolitiques et la crise des migrants ne stimulent pas l'investissement privé. Néanmoins, les investissements pourraient se redresser à la suite de la hausse de la demande domestique, des taux faibles et d'un taux d'utilisation des capacités de production élevées.

Le taux de chômage en zone euro devrait légèrement baisser, passant de 11% en 2015 à 10,5% en 2016 et à 10,2% en 2017. Cette embellie est surtout liée aux pays les plus durement touchés par la crise comme le Portugal, la Grèce et l'Espagne. Ces améliorations sur le front de l'emploi devraient permettre aux économies européennes de continuer à bénéficier du raffermissement de la consommation privée. Les prévisions légèrement baissières pour l'UE et la zone euro dans la projection hiver 2016 de la Commission apparaissent donc prudentes par rapport aux prévisions de la Commission retenues pour le reste du monde. La confirmation de ce scénario de croissance dépendra cependant de la persistance de l'amélioration de l'emploi. En effet, les chiffres du chômage restent bien plus élevés qu'avant crise, en 2008. De plus, il faut souligner qu'un ralentissement plus fort que prévu de l'économie mondiale pourrait bien enrayer la légère embellie en zone euro.

1.1 Le sentiment économique en Belgique et en Europe

Il ressort des enquêtes réalisées par la CE que la confiance économique européenne (indicateur de sentiment économique) a légèrement baissé dans l'UE depuis notre précédent rapport de conjoncture publié en avril 2015. Après avoir atteint un plafond fin 2015, le sentiment économique a baissé dans l'Union européenne comme en Belgique. Le niveau de confiance en Belgique continue d'évoluer sous le niveau de confiance en UE depuis début 2014.

Graphique 1-1 : Indicateur de sentiment économique dans l'Union européenne et en Belgique



Source : Eurostat

La confiance économique a évolué plus favorablement dans l'UE qu'en Belgique. La chute de ces derniers mois résulte surtout de l'industrie où la confiance s'est fortement détériorée, surtout en Belgique. Cette détérioration plus forte de la confiance dans l'industrie, fortement dépendante des exportations, est liée au ralentissement de l'activité mondiale. La confiance s'est aussi détériorée dans la construction, le commerce de détail et parmi les consommateurs. Seul le secteur des services a vu son indicateur de confiance augmenter ces derniers mois en Belgique. L'évolution du sentiment économique en Belgique plus faible qu'en Europe tient principalement à la dégradation plus marquée du sentiment économique dans le commerce de détail en Belgique depuis début 2014.

1.2 La Belgique et les pays voisins

Le tableau ci-dessous présente les prévisions de croissance pour la Belgique et les pays voisins. La Commission européenne (CE) prévoit une accélération de la croissance en zone euro sur l'horizon de prévision.

Tableau 1-2 : Taux de croissance du PIB (projection hiver 2016)

	2015	2016	2017		2015	2016	2017
Allemagne	1,7%	1,8%	1,8%	Allemagne	=	↓	↓
Pays-Bas	2,0%	2,1%	2,3%	Pays-Bas	=	=	=
France	1,1%	1,3%	1,7%	France	=	↓	=
Zone euro	1,6%	1,7%	1,9%	Zone euro	=	↓	=
Belgique	1,3%	1,3%	1,7%	Belgique	=	=	=

Source : European Economic Forecast autumn 2015 & winter 2016

La Belgique

Dans son analyse par pays, la CE prévoit une croissance du PIB en Belgique de 1,3% en 2016 qui augmenterait ensuite à 1,7% en 2017. Ces prévisions sont conformes aux prévisions d'automne. La consommation privée demeure le moteur principal de la croissance en 2015, ce qui ne devrait pas être le cas en 2016 ou ce serait la demande extérieure qui prendrait le relais. En effet, la CE indique que la consommation privée est sous pression, les gains de pouvoirs d'achat induits par la chute des prix du pétrole sont compensés par la faible croissance des salaires (saut d'index) et l'augmentation de la taxation indirecte et des prix de l'électricité. La plus forte contribution de la demande extérieure à la croissance du PIB en 2016 est liée à l'amélioration de la compétitivité des entreprises permise par la baisse des cotisations patronales, couplée à la modération salariale et à des prix faibles pour les matières premières. L'accélération attendue de la croissance en 2017 devrait surtout provenir de la hausse de la consommation privée induite par une augmentation des salaires. Celle-ci serait due entre autres à une réactivation de l'indexation. Le marché du travail en Belgique devrait continuer de s'améliorer sur l'horizon de prévision, la CE prévoit une baisse du taux de chômage de 8,3% en 2015 à 7,4% en 2017. D'après les prévisions de la CE, le déficit public rapporté au PIB continuerait à baisser pour passer de -2,9% en 2015 à -2,8% en 2016 et à -2,4% en 2017. Néanmoins, pour atteindre cet objectif, le gouvernement fédéral doit encore trouver 2 à 3 milliards d'euros pour son budget 2016, ce qui risque de peser sur la croissance économique.

L'Allemagne

Les prévisions de croissance du PIB allemand ont été revues à la baisse pour 2016 et 2017. Ceci est lié au fait que l'Allemagne, par ses exportations, est très dépendante de la conjoncture mondiale. La production industrielle a décliné fin 2015 et les investissements privés ont reculé. Avec un marché du travail robuste, la croissance du PIB de 1,7% en 2015 a été soutenue essentiellement par la demande intérieure. Poussée par des taux faibles, un marché du travail robuste et une immigration nette importante, la consommation privée devrait continuer à être le premier moteur de croissance en Allemagne en 2016 et 2017. Une consommation privée soutenue et un marché à l'exportation difficile devraient engendrer une contribution négative des exportations nette à la croissance du PIB en 2016 et 2017.

La France

Les prévisions de croissance en France ont été revues à la baisse pour 2016. Avec 1,1% en 2015, le PIB progresserait de 1,3% en 2016. La consommation privée, boostée par la chute des prix de l'énergie et la croissance des salaires, constitue le principal moteur de cette croissance et devrait être à la base de l'accélération de la croissance prévue en 2016 et 2017. La baisse de l'euro a permis au pays de voir ses exportations augmenter, mais la hausse des importations suscitée par l'augmentation de la consommation devrait résulter en une contribution négative des exportations nettes. Le déficit public continuerait à baisser lentement pour passer de 3,7% du PIB en 2015 à 3,2% du PIB en 2017.

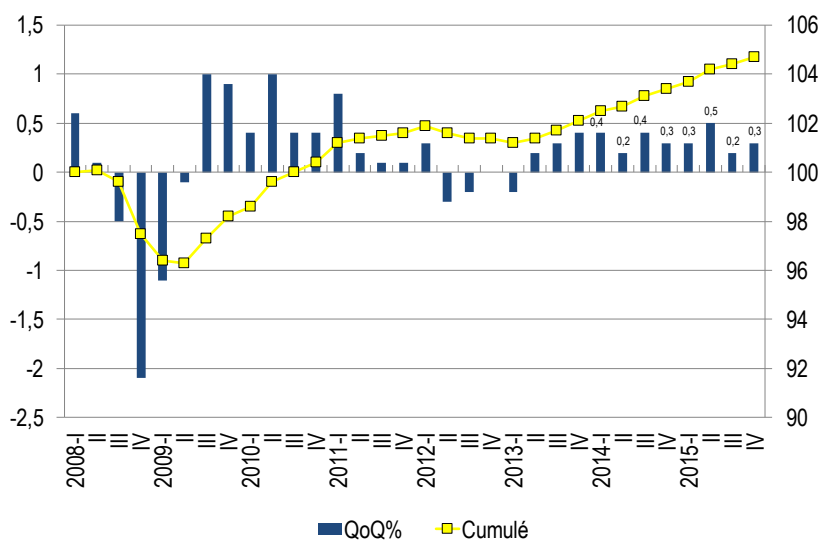
Les Pays-Bas

Aux Pays-Bas, la croissance a été plus importante que chez nos autres voisins, 2% en 2015 et devrait atteindre 2,1% en 2016. Grâce aux améliorations sur le marché immobilier, la consommation privée ainsi que les investissements privés dans l'immobilier ont crû aux Pays-Bas. Ceci a permis à la croissance économique de passer de 1% en 2014 à 2% en 2015. Poussée par la croissance des salaires et la baisse du chômage, la consommation privée devrait continuer à être le premier moteur de la croissance aux Pays-Bas dans les années qui viennent.

1.3 Composantes de la croissance belge

Il ressort du graphique ci-dessous que la croissance du PIB belge réel, entamée à partir du deuxième trimestre de 2013, s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui et a atteint 0,3% au quatrième trimestre 2015. La courbe en jaune montre l'évolution du PIB en base 100 avec le premier trimestre 2008 comme référence (=100). Le PIB se situe fin 2015 à 4,7% au-dessus de son niveau maximum d'avant crise, atteint au deuxième trimestre 2008. La composition du PIB a cependant évolué depuis la crise. Ainsi, la valeur ajoutée réelle produite par l'industrie vient seulement en 2015 d'atteindre son niveau d'avant crise, tandis que les services et le secteur de la construction se situent respectivement à 8% et 12% au-dessus de leur niveau d'avant crise.

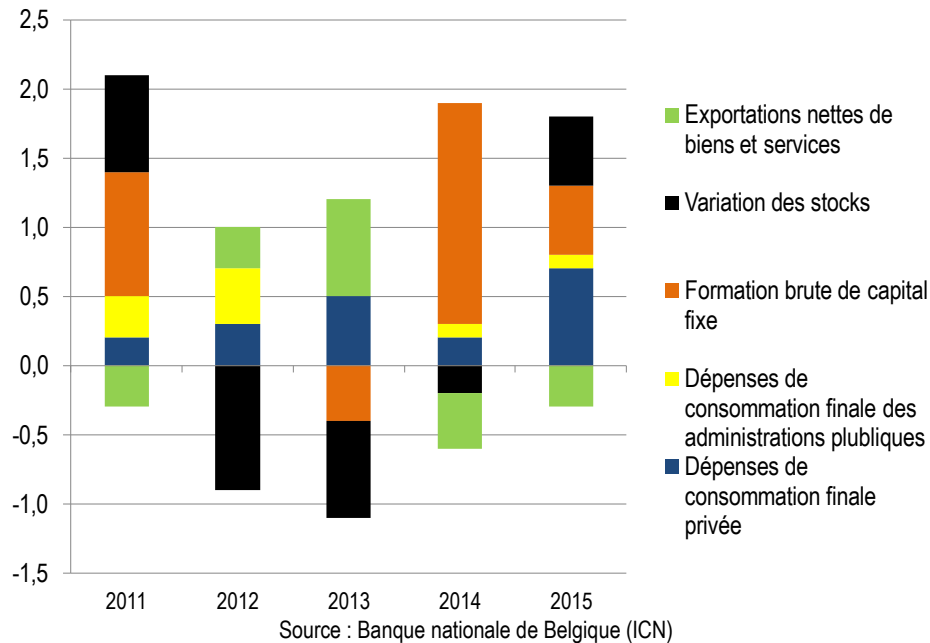
Graphique 1-2 : Taux de croissance du PIB réel belge (cumulé)



Source : Banque nationale de Belgique (ICN)

Le graphique ci-dessous illustre les contributions à la croissance des différentes composantes du PIB dans l'optique des dépenses.

Graphique 1-3 : Contributions à la croissance du PIB réel belge (en point de pourcentage)



La demande intérieure

Avec une progression de 1,4% en 2015, la **consommation privée** est le premier contributeur à la croissance du PIB en 2015. Cette augmentation est en partie due à la baisse des prix du pétrole. En raison des sauts d'index et des mesures de gels de salaires prises ces dernières années, la croissance de la consommation privée retomberait à 0,9% en 2016 d'après les prévisions de la Commission européenne.

Les **dépenses de consommation finale des administrations publiques** ont augmenté de 0,3% en 2015, contre 0,6% en 2014. Ces dépenses ont contribué à hauteur de 0,1 pp à la croissance du PIB.

Sur l'ensemble de 2015, les **investissements** (formation brute de capital fixe) ont eu une forte contribution à la croissance. Cette croissance des investissements émane surtout des entreprises au premier trimestre 2015. Il convient de noter que les investissements privés avaient déjà fortement augmenté en 2014 du fait d'investissements ponctuels (licence et navires). Les investissements en logement, après une augmentation de 5,7% en 2014, avaient bien débuté en 2015 mais ont commencé à baisser à partir du deuxième trimestre, pour se contracter de 0,1% sur l'ensemble de l'année 2015. Au dernier trimestre 2015, les investissements en logement étaient de 1,8% plus faibles qu'au même trimestre de l'année précédente. Notons que les investissements publics sont en hausse pour la deuxième année consécutive.

Après trois années consécutives de baisse, les **stocks** ont de nouveau alimenté la croissance économique en 2015.

La demande extérieure

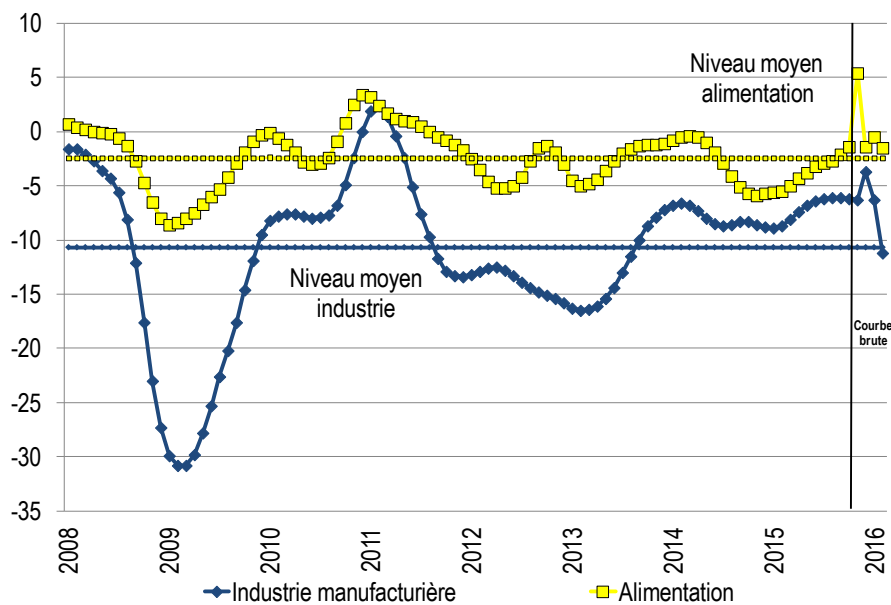
Les exportations nettes de biens et services affichent un solde négatif pour la deuxième année consécutive et amputent à nouveau la croissance du PIB à hauteur de -0,3 point de pourcentage. La croissance limitée de la consommation privée en 2016 limitera la croissance des importations et devrait permettre une contribution positive de la balance commerciale à la croissance du PIB.

2 Conjoncture dans les industries alimentaires (NACE 10) et la fabrication de boissons (NACE 11)

2.1 Conjoncture

La courbe de conjoncture dans l'alimentation (qui englobe la NACE 10 : les industries alimentaires et la NACE 11 : la fabrication de boissons) représentée dans le graphique ci-dessous couvre la période 2008, dès l'amorce de la crise économique et financière, à février 2016 (janvier 2008 – octobre 2015 pour la courbe lissée et novembre 2015 – février 2016 pour la courbe brute). Les fluctuations conjoncturelles sont relativement limitées dans ce secteur qui se révèle moins sensible à la conjoncture économique au contraire de l'ensemble du secteur manufacturier. Globalement, l'industrie alimentaire suit les mouvements de la courbe conjoncturelle de l'industrie manufacturière, mais l'amplitude des évolutions est moins prononcée (l'alimentation de par son importance économique contribue à l'évolution de la courbe de l'industrie dans son ensemble).

Graphique 2-1 : Courbe de conjoncture brute dans l'alimentation³ et niveau moyen (01/2008-2/2016)

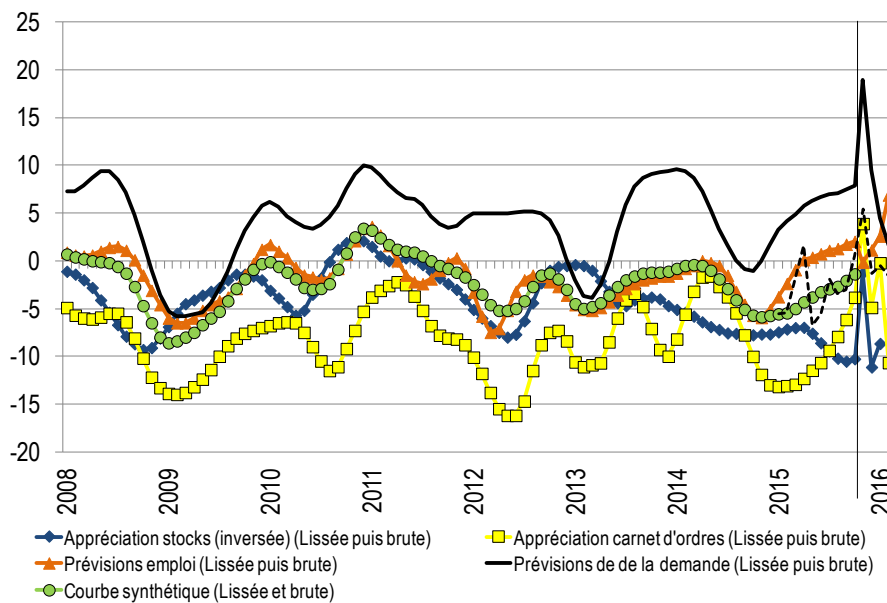


Source : BNB (Belgostat), enquêtes de conjoncture

³ Cette courbe de sentiment élaborée par la Banque nationale de Belgique couvre les Codes NACE C 10 et C 11

Depuis le point bas de novembre 2014 (le minimum sur la période 2008-2015 à l'exception du seuil de 2009), la courbe lissée de l'alimentation, calculée jusqu'en octobre 2015, s'est redressée de manière ininterrompue. Par ailleurs, en septembre 2015, la courbe de confiance lissée est repassée au-dessus de la moyenne de longue période. Cette remontée de l'indicateur depuis novembre 2014 s'explique par les prévisions plus favorables en matière d'emploi et de demande. Ce n'est qu'à partir du mois de février 2015 que l'appréciation du carnet d'ordres s'est embellie progressivement tandis que l'indicateur du niveau des stocks a continué à se détériorer. En effet, le niveau des stocks a été supérieur à la moyenne pour la saison en 2015 (il s'agit globalement d'une détérioration par rapport à 2014) avec un pic enregistré en septembre 2015, le plus prononcé sur la période 2008-2015.

Graphique 2-2 : Les quatre questions de la courbe de conjoncture (01/2008-2/2016)



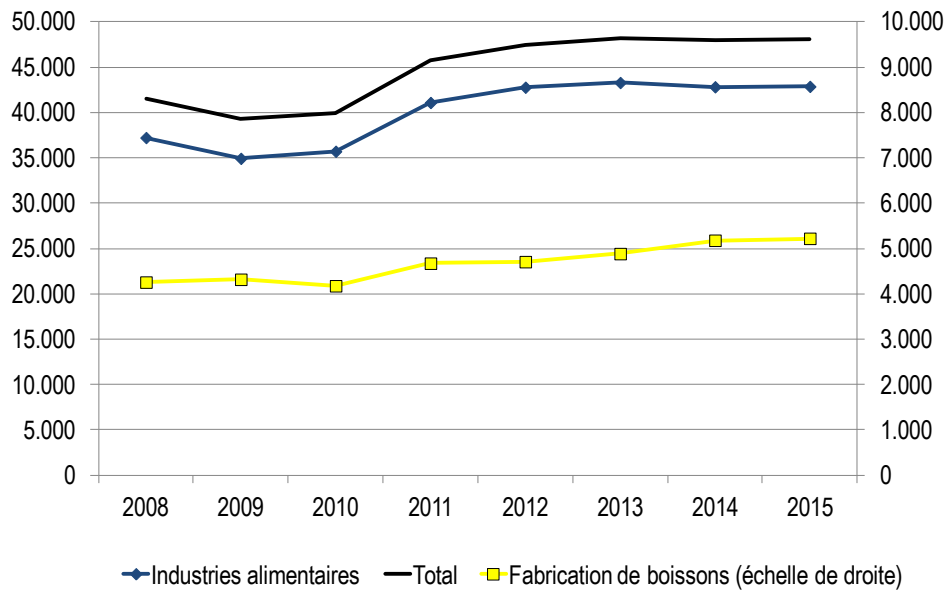
2.2 Chiffre d'affaires, production et prix à la production

2.2.1 Chiffre d'affaires selon les données TVA⁴

Selon les données provisoires issues de la TVA, le chiffre d'affaires (CA) cumulé de l'industrie de l'alimentation, soit la combinaison des industries alimentaires (C10) et de la fabrication de boissons (C11, cette dernière représentant 12,2% du chiffre d'affaires cumulé des deux secteurs) a crû de 0,2% compensant quelque peu la baisse moyenne enregistrée en 2014 (-0,4%). Les deux secteurs ont légèrement accru leurs chiffres d'affaires en 2015 (de manière plus marquée pour les boissons).

⁴ Définition DG Statistique - Statistics Belgium : Le chiffre d'affaires comprend les montants facturés (TVA non comprise) par l'assujetti à la TVA. Ces montants correspondent à la vente sur le marché de biens ou de services fournis à des tiers en Belgique ou à l'étranger. Le chiffre d'affaires inclut également tous les autres coûts (transport, emballage, etc.) facturés au client, même si ceux-ci sont facturés séparément. Les réductions de prix, ristournes et remises, ainsi que la valeur des biens retournés (par notes de crédit) doivent être déduites. Les revenus considérés comme autres revenus opérationnels, les revenus financiers et les revenus extraordinaires dans les comptes de la société sont exclus du chiffre d'affaires.

Graphique 2-3 : Chiffre d'affaires dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons (en millions d'euros)



Source : DG Statistique - Statistics Belgium, données provisoires

Tableau 2-1 : Total du chiffre d'affaires⁵

(€ millions, variations* en %)	Code NACE	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Industries alimentaires	10	37.232	34.937	35.722	41.099	42.784	43.303	42.831	42.875
			-6,2%	2,2%	15,1%	4,1%	1,2%	-1,1%	0,1%
Fabrication de boissons	11	4.258	4.320	4.177	4.675	4.709	4.887	5.180	5.223
			1,4%	-3,3%	11,9%	0,7%	3,8%	6,0%	0,8%
Total	10-11	41.490	39.257	39.899	45.774	47.493	48.190	48.011	48.098
			-5,4%	1,6%	14,7%	3,8%	1,5%	-0,4%	0,2%

*Exprimé en millions d'euros et en taux de croissance par rapport à l'année précédente

Source : DG Statistique - Statistics Belgium, données provisoires

Industries alimentaires⁶

Le chiffre d'affaires dans les industries alimentaires s'est légèrement inscrit à la hausse en 2015 (+0,1%) après avoir reculé de 1,1% en 2014.

Quatre sous-secteurs ont vu leur chiffre d'affaires progresser.

⁵ Les ventes sont basées sur les statistiques de chiffre d'affaires selon les données TVA. Il s'agit de données provisoires. Les pondérations appliquées au secteur se basent sur les données non confidentielles annexées. Dès lors, les sous-secteurs 10.2 et 10.4 ne sont pas repris dans l'analyse.

⁶ Afin de garantir la confidentialité des données, les valeurs en NACE à « 4 digits » ne sont pas mentionnées.

Le sous-secteur 10.3 « Transformation et conservation de fruits et légumes » a enregistré une nouvelle augmentation des ventes en 2015 (+3,7%, soit l'accélération la moins rapide en 5 ans, le rythme de croissance décélérant chaque année). Il représente le troisième sous-secteur en termes de poids dans l'ensemble des industries alimentaires (12% du CA en 2015 contre 8,7% en 2008). Par ailleurs, il affiche la plus forte progression des ventes depuis 2008 (+59,3%).

Avec une hausse de 0,5% en 2015, le sous-secteur 10.7 « Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires » a interrompu l'érosion des ventes constatée lors des deux années précédentes.

Le sous-secteur 10.8 « Fabrication d'autres produits alimentaires », le plus important en termes de poids dans l'ensemble des industries alimentaires (22,5% du CA en 2015), a inscrit une seconde progression de ses ventes en 2015 (+4,5% contre +0,6% en 2014) après les baisses observées en 2012 et 2013. Les résultats trimestriels ont montré une accélération continue de la croissance dans le courant de l'année écoulée. Comparé à 2008, ce sous-secteur a connu la seconde plus forte augmentation parmi les sous-secteurs et compte désormais pour 22,5% des ventes du secteur (21,6% en 2008). Parmi les sous-secteurs les plus importants qui composent ce secteur hétérogène, la « fabrication de sucres » (C10.81) a une nouvelle fois connu une baisse du CA en 2015 (-15,6%). Depuis 2011, année du plus haut résultat, la baisse cumulée atteint 39,4%. Les ventes de la fabrication de chocolat continuent de croître (+7,5% sur un an) contribuant de la sorte à tirer le sous-secteur 10.8 vers le haut. La « fabrication de condiments » (C10.84) a également vu ses ventes augmenter (+23,4% en 2015).

Le sous-secteur 10.9 « Fabrication d'aliments pour animaux » a retrouvé le chemin de la croissance en 2015 (+3,4%) après le recul enregistré en 2014 (-9,1%). Contrairement à 2014, les résultats trimestriels se sont inscrits en hausse, le dernier trimestre signant la plus forte accélération depuis le second trimestre de 2013.

Trois autres sous – secteurs ont par contre connu une baisse des ventes en 2015. Le sous-secteur 10.1 « Transformation et conservation de la viande ; préparation de produits à base de viande », le second sous-secteur le plus important (alimentant le C10 à hauteur de 14,3% en 2015), a enregistré une nouvelle baisse (-1,6% après -0,4% en 2014). Les résultats des deux premiers trimestres de l'année expliquent cette tendance baissière, les deux autres trimestres ayant affiché des rythmes de croissance légèrement positifs. Plus spécifiquement, c'est le sous-secteur C10.11, « la transformation et conservation de la viande de boucherie » qui a marqué le pas en 2014 et 2015 alignant 7 trimestres de baisse consécutive entre le premier trimestre 2014 et le troisième trimestre 2015. Le dernier trimestre affichant une timide hausse des ventes.

Les ventes dans le sous-secteur 10.5 « Fabrication de produits laitiers » ont reculé brusquement en 2015 (-17,7%) après deux années de croissance relativement soutenue. Le retrait s'est manifesté au premier trimestre de l'année et s'est poursuivi par la suite. Au sein de ce sous-secteur, les « laiteries et la fabrication de fromage » (C10.51) expliquent l'intégralité de la baisse des ventes.

Le sous-secteur 10.6 « Travail des grains ; fabrication de produits amylacés » a enregistré la troisième baisse annuelle consécutive bien que le retrait soit moins prononcé en 2015 (-4,6%) qu'en 2014 (-18,6%). Les ventes ont nettement reculé au dernier trimestre de l'année (-12,6% à un an d'écart). Ce sous-secteur est le moins important des industries alimentaires puisqu'il ne représente que 5,8% des ventes en 2015.

Fabrication de boissons

Le sous-secteur 11.01 « Production de boissons alcooliques distillées » a enregistré un léger recul des ventes en 2015 (-1%), ce qui contraste avec les deux hausses successives en 2013 (17,4%) et en 2014 (8,6%) en dépit de la forte progression du chiffre d'affaires observée au quatrième trimestre 2015.

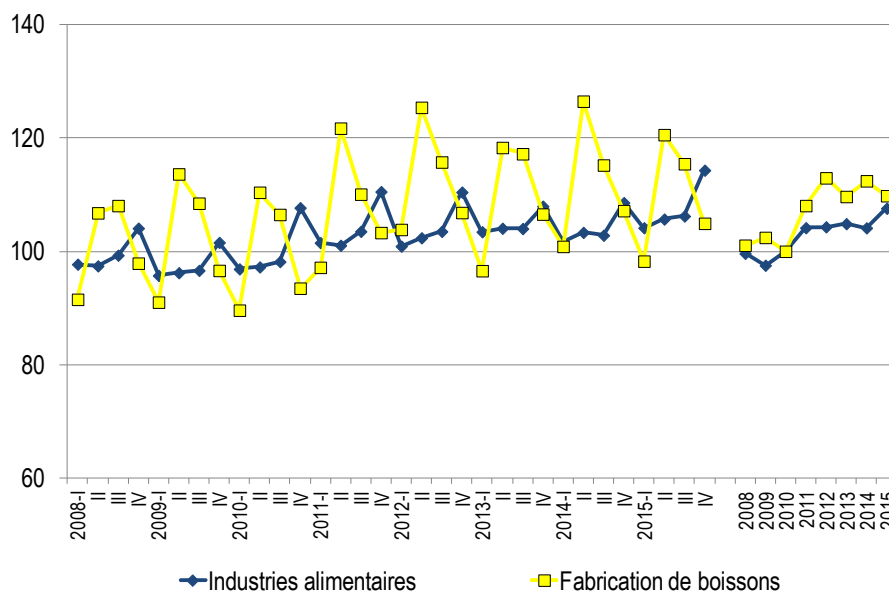
Le sous-secteur 11.05 « Fabrication de bière », prépondérant en termes de poids (47,1% en 2015) dans la fabrication de boissons (C11), a une nouvelle fois inscrit une hausse des ventes en 2015 (+3,2%). Toutefois, la croissance des ventes a ralenti et le taux de croissance a été le plus faible depuis 2011.

Le sous-secteur 11.07 « Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes », le second le plus influent, a enregistré une baisse du chiffre d'affaires en 2015, soit le premier recul depuis 2010. Amorcé au second trimestre 2015, le fléchissement des ventes s'est poursuivi au cours des deux trimestres suivants.

2.2.2 Production selon les indices Prodcom⁷

En Belgique, la production des industries alimentaires est repartie à la hausse en 2015 alors qu'elle a reculé dans la fabrication de boissons.

Graphique 2-4 : Indice de production (Prodcom) dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons (2010=100)



Source : DG Statistique - Statistics Belgium, données en volume, corrigées des jours ouvrables

⁷ Prodcom est l'enquête mensuelle sur la production industrielle. Dans le cadre de la collaboration entre États de la Communauté européenne, il importe d'améliorer la comparabilité des données statistiques. Pour cette raison, l'office statistique des Communautés européennes a pris une initiative tendant à ce que les données dans le domaine de la production industrielle soient, dans tous les États membres, collectées à l'aide de la même liste de produits, répartis selon les mêmes subdivisions en secteurs, etc. Cette initiative a reçu l'appellation de « Prodcom » : « PRODUITS de la COMMUNAUTÉ européenne ». Plus d'info sur le site du SPF Économie :

http://statbel.fgov.be/fr/statistiques/collecte_donnees/enquetes/prodcom/

Industries alimentaires

Selon Eurostat, la production (en volume) de l'industrie alimentaire dans la zone euro a connu une légère hausse en 2015 par rapport à 2014 (+0,9%) et s'est établie à un niveau supérieur à celui de 2008 (+4,1%). Au dernier trimestre de 2015, la production a crû de 0,5% par rapport au trimestre correspondant de 2014 (T/T-4).

En Allemagne, la production a reculé en 2015 (-0,3%) suite à trois trimestres consécutifs de baisse (-0,5% au quatrième trimestre de 2015). Depuis 2008, la hausse de la production s'est limitée à 2%, ce qui représente la plus faible progression des trois pays examinés.

En France, la production s'est orientée à la hausse en 2015 (+0,7%), portée par les résultats du dernier trimestre qui a affiché une croissance de 1,5% en rythme annuel (T/T-4), soit la progression la plus sensible enregistrée depuis le quatrième trimestre de 2011.

Aux Pays-Bas, à l'exception du recul de la production en 2012 (-2,2%), l'activité dans les industries alimentaires est en progression constante depuis 2008 (y compris pendant la crise de 2009) et a crû de 12,1%, soit la plus forte croissance des quatre pays voisins sur cette longue période. En 2015, la hausse atteint 2,2%, en légère accélération par rapport à l'ensemble de 2014. Au dernier trimestre de 2015, la production a crû de 1,9% à un an d'écart.

Tableau 2-2 : C10 - Production en Belgique, dans la zone euro et les pays voisins

	C10		
	Δ2008-2015	Δ2014-2015	ΔQ4 14 - Q4 15
Allemagne	2,0%	-0,3%	-0,5%
Pays-Bas	12,1%	2,2%	1,9%
France	2,5%	0,7%	1,5%
Zone euro	4,1%	0,9%	0,5%
Belgique	8,0%	3,3%	5,3%

Source : Eurostat, données en volume, corrigées des jours ouvrables

En Belgique, la production a augmenté de 3,3% en 2015 après avoir reculé de 0,7% en 2014. Avec une hausse moyenne de la production de 8% depuis 2008, la Belgique a obtenu de meilleurs résultats que dans la zone euro et dans deux des trois pays voisins sur la période considérée.

A l'instar des années précédentes, le pic annuel de la production a été relevé au dernier trimestre de l'année. Ainsi, au quatrième trimestre de 2015, la production a fortement crû par rapport au trimestre correspondant de 2014 (+5,3%), ce qui représente l'accélération la plus significative depuis le troisième trimestre de 2011.

Tous les sous-secteurs ont affiché de meilleures performances par rapport à 2014, soit en présentant une accélération du rythme de production, soit en atténuant le mouvement de décélération.

Dans la plupart des sous-secteurs de l'industrie alimentaire, la production est repartie à la hausse en 2015. Seuls deux sous-secteurs ont inscrit un niveau de production plus faible par rapport à 2014 : Le sous-secteur 10.2 « Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques » a réduit sa production de 1,8% après les fortes baisses observées en 2013 (-7,4%) et 2014 (-12,2%).

La production dans le sous-secteur 10.7 « Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires » a reculé pour la quatrième année consécutive en 2015 mais de manière moins vive qu'en 2014. Toutefois, ce sous-secteur a enregistré une augmentation de 2,2% au dernier trimestre (T/T-4) de l'année écoulée, soit la première hausse depuis 2012.

Deux autres sous-secteurs ont affiché des rythmes de croissance en nette accélération en 2015 et supérieurs à ceux relevés depuis 2008. Il s'agit des sous-secteurs 10.1 « Transformation et conservation de la viande ; préparation de produits à base de viande » (+8% en 2015 avec une accélération au fil des trimestres pour croître de 10,4% à un an d'écart au dernier trimestre) et 10.5 « Fabrication de produits laitiers » (+6,9%).

Le sous-secteur 10.4 « Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales » (+5,6%) s'est caractérisé par une inversion de l'orientation baissière de son activité au cours des trois années précédentes.

Les sous-secteurs 10.3 « Transformation et conservation de fruits et légumes » (+4,7%), 10.6 « Travail des grains ; fabrication de produits amylacés » (+6,1%) et 10.8 « Fabrication d'autres produits alimentaires » (+2,8%) ont également progressé sur l'ensemble de l'année 2015.

Le sous-secteur 10.9 a aussi augmenté sa production mais plus modérément que dans les autres sous-secteurs (+1,2%), notamment grâce à la progression de l'activité au dernier trimestre.

Fabrication de boissons

La production de boissons dans la zone euro a baissé de 0,8% en 2015 par rapport à 2014. L'image est cependant très contrastée entre les quatre économies voisines. Le retrait de la production a été particulièrement prononcé en Allemagne (-7,5%, suite au recul de 5 des 7 sous-secteurs, dont la production de bière, des eaux et des boissons rafraîchissantes) contre une baisse de 2,3% en Belgique. En revanche, la production s'est inscrite en hausse en France (+3,7%) et aux Pays-Bas (+1,3%).

Tableau 2-3 : C11 - Production en Belgique, dans la zone euro et les pays voisins

	C11		
	$\Delta 2008-2015$	$\Delta 2014-2015$	$\Delta Q4\ 14 - Q4\ 15$
Allemagne	-4,8%	-7,5%	-6,9%
Pays-Bas	-3,3%	1,3%	1,9%
France	13,6%	3,7%	-1,4%
Zone euro	-3,0%	-0,8%	-2,4%
Belgique	8,7%	-2,3%	-2,1%

Source : Eurostat, données en volume, corrigées des jours ouvrables

La baisse de la production en Belgique en 2015 (-2,3%) s'explique par l'ensemble des sous-secteurs. L'activité dans le sous-secteur le plus influent en termes de poids, le 11.05 « Fabrication de bière », s'est stabilisée en 2015 alors que les autres sous-secteurs ont enregistré un reflux de leur activité industrielle.

Le sous-secteur 11.07 « Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes » (-5,8% sur l'ensemble de l'année, avec 4 trimestres de baisses consécutives) tire l'ensemble du secteur vers le bas. Il s'agit toutefois du premier retrait observé depuis 2010 dans ce sous-secteur.

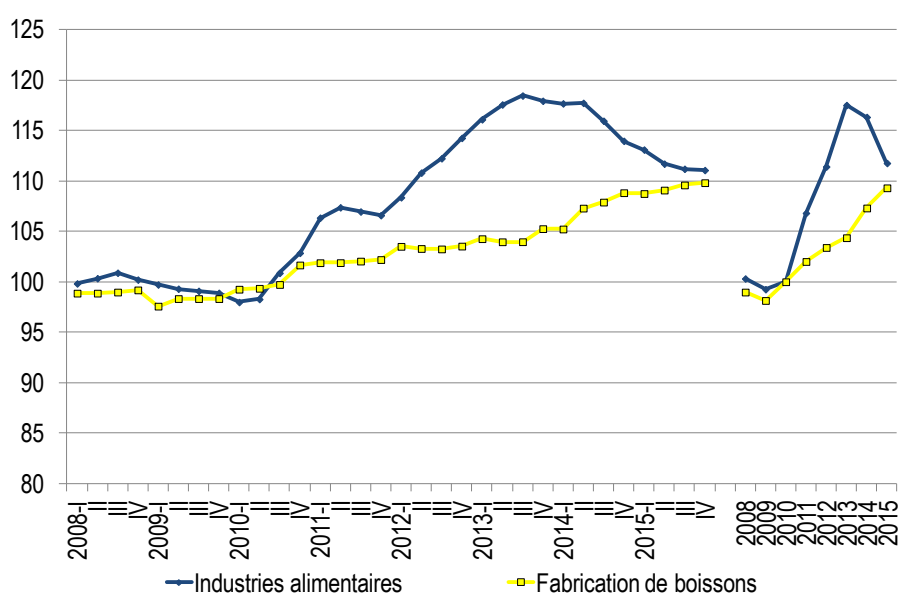
Par ailleurs, la production dans le sous-secteur 11.01 « Production de boissons alcooliques distillées » a reculé nettement en 2015 (-10,9% sur l'ensemble de l'année malgré une hausse de 18,8% au dernier trimestre (T/T-4)).

Celle du sous-secteur 11.06 « Fabrication de malt » (-4,8%) a diminué pour la deuxième année consécutive malgré un dernier trimestre évoluant en hausse.

2.2.3 Prix à la production

En Belgique, les prix à la production de la fabrication de boissons continuent de progresser tandis que l'orientation des prix à la production dans les industries alimentaires reste baissière. Les prix des matières premières sur les marchés mondiaux semblent tirer les produits alimentaires transformés vers le bas. Selon le rapport annuel 2015 de l'observatoire des prix, les baisses de prix sont principalement dues aux diminutions des prix des produits laitiers et des céréales sur le marché européen (à l'exception du blé dur et de l'avoine) ainsi qu'à celles du prix européen du sucre blanc.

Graphique 2-5 : Indice des prix à la production dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons (marchés globaux, 2010=100)



Source : DG Statistique - Statistics Belgium, données brutes

Industries alimentaires

Dans la zone euro, les prix à la production de l'industrie alimentaire ont diminué de 1,4% en 2015 par rapport à 2014. L'ensemble des quatre pays voisins ont connu un profil baissier. En France et en Allemagne, les prix ont reculé de respectivement 1,7% et de 2,3% tandis que le reflux des prix s'est avéré plus prononcé aux Pays-Bas (-3,6%) et en Belgique (-3,9%). La baisse apparaît donc plus marquée dans les quatre pays voisins que pour l'ensemble de la zone euro. A l'exception de la France (-0,3%), si l'on compare le quatrième trimestre de 2015 au trimestre similaire en 2014, la contraction des prix se révèle plus prononcée dans les pays voisins que dans la zone euro (-0,5%).

Tableau 2-4 : C10 - Prix à la production en Belgique, dans la zone euro et les pays voisins (marchés globaux, 2010=100)

	C10		
	Δ2008-2015	Δ2014-2015	ΔQ4 14 - Q4 15
Allemagne	7,6%	-2,3%	-0,8%
Pays-Bas	9,4%	-3,6%	-1,6%
France	-1,8%	-1,7%	-0,3%
Zone euro	6,1%	-1,4%	-0,5%
Belgique	11,4%	-3,9%	-2,5%

Source : Eurostat, données brutes

En Belgique, la diminution des prix s'est accélérée en 2015 (-3,9%) par rapport à 2014 (-1%). Il s'agit par ailleurs du sixième recul consécutif des résultats trimestriels (T/T-4).

A l'exception du sous-secteur 10.2 « Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques » qui a enregistré une hausse des prix à la production de 4,4% sur un an, tous les autres sous-secteurs ont vu leurs prix se replier.

Les baisses les plus prononcées ont été observées dans les sous-secteurs 10.4 « Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales » (-11,3%, soit la seconde baisse annuelle consécutive et le sixième recul trimestriel), 10.5 « Fabrication de produits laitiers » (-10% suite à la baisse des prix à la production des laiteries (-10,8%) et 10.1 « Transformation et conservation de la viande et préparation de produits à base de viande » (-6,4%, cette diminution s'observe tant sur la viande que la volaille ou les préparations à base de viande).

La diminution est moins marquée dans les sous-secteurs 10.9 « Fabrication d'aliments pour animaux » (-2,5%) et le 10.6 « Travail des grains ; fabrication de produits amylacés » (-1,1%).

Enfin, les baisses sont mineures dans les sous-secteurs 10.3 « Transformation et conservation de fruits et légumes » (-0,4%), 10.7 « Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires » (-0,2%, soit le premier reflux des prix à la production depuis 2008) et 10.8 « Fabrication d'autres produits alimentaires » (-0,2%).

Fabrication de boissons

Le secteur de la fabrication de boissons dans la zone euro a connu une hausse de prix (+0,8%) en 2015 en comparaison avec l'année précédente. L'Allemagne (+0,6%), la France (+1,6%) et la Belgique (+1,9%) ont également enregistré une progression des prix à la production. Aux Pays-Bas, le niveau des prix de l'industrie de la fabrication de boissons s'est replié une seconde fois (-0,6%).

Tableau 2-5 : C11 - Prix à la production en Belgique, dans la zone euro et les pays voisins (marchés globaux, 2010=100)

	C11		
	Δ2008-2015	Δ2014-2015	ΔQ4 14 - Q4 15
Allemagne	8,7%	0,6%	0,2%
Pays-Bas	12,0%	-0,6%	-0,6%
France	13,6%	1,6%	1,6%
Zone euro	10,7%	0,8%	0,6%
Belgique	10,5%	1,9%	0,9%

Source : Eurostat, données brutes

La tendance haussière des prix à la production en Belgique dans la fabrication des boissons s'est confirmée en 2015, ce qui représente la sixième progression consécutive des prix. Entre 2015 et 2014, les prix à la production ont crû dans les sous-secteurs 11.01 « Production de boissons alcooliques distillées » (+2,9%, soit la quatrième hausse consécutive) et 11.07 « Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes » (+2%, soit la sixième hausse consécutive). Dans le sous-secteur 11.05 « Fabrication de bière », la hausse de prix a atteint 2,4% (soit la hausse la plus prononcée depuis 2009).

Si l'on compare le quatrième trimestre 2015 avec la même période en 2014 pour l'ensemble du secteur de la fabrication des boissons, la France (+1,6%) a affiché une hausse de prix plus significative qu'en Belgique (+0,9%) et en Allemagne (+0,2%). Aux Pays-Bas, les prix ont reculé de 0,6% tandis qu'ils se sont accrus de 0,6% dans la zone euro.

La progression des prix à la production en Belgique au quatrième trimestre 2015 (+0,9% en glissement annuel (T/T-4), soit la hausse la plus modérée observée depuis le second trimestre de 2013) provient d'une augmentation du sous-secteur 11.01 « Production de boissons alcooliques distillées » (+2,1%, en stabilisation depuis trois trimestres) et des hausses relevées dans les sous-secteurs 11.05 « Fabrication de bière » (+2,2%) et 11.07 « Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes » (+1,1%).

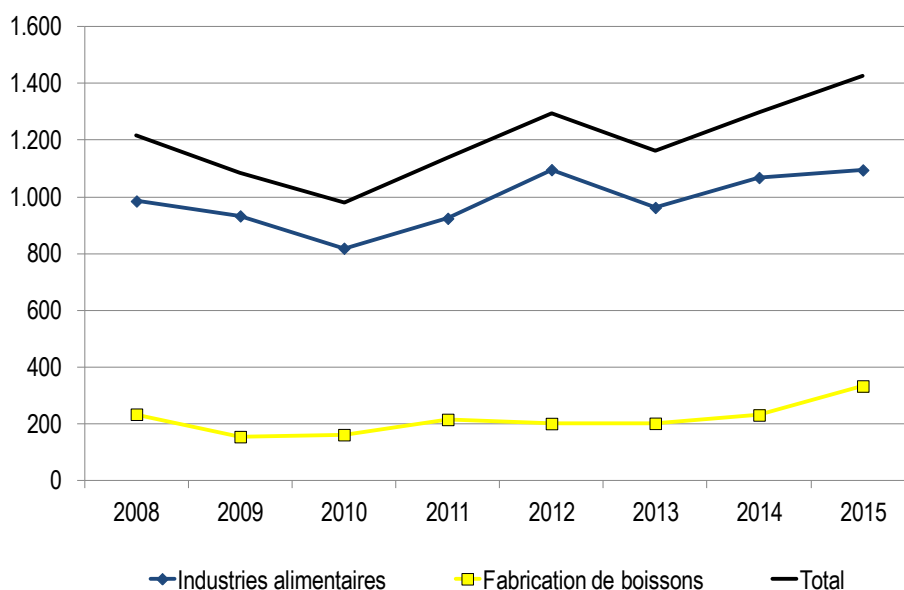
2.3 Investissements et taux d'utilisation des capacités de production

2.3.1 Investissements selon les données TVA⁸

Selon les données provisoires, les investissements cumulés dans l'industrie alimentaire (boissons comprises) ont crû de 10% en 2015, ce qui représente une légère décélération par rapport à 2014 (11,6%). Alors que la croissance des investissements dans les industries alimentaires (C10) a nettement ralenti (revenant de 11% à 2,5%), celle des boissons s'est au contraire vivement accélérée (de 14,7% à 44,5%).

⁸ Définition DG Statistique - Statistics Belgium : Les investissements sont les coûts réalisés par l'assujéti à la TVA pour l'acquisition de biens et de services qui composent son actif : frais d'établissement, actifs immatériels, terrains et bâtiments, installations, machines et outillage, meubles et matériel roulant, actifs fixes en location-achat et autres actifs fixes. Les acquisitions d'autres biens et achats d'études (ex. honoraires d'un architecte) ainsi que les salaires et charges sociales ne sont pas considérées comme des investissements (ex. personnel de l'entreprise construisant ou transformant un bâtiment pour le compte de l'entreprise).

Graphique 2-6 : Investissements dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons (en millions d'euros)



Source : DG Statistique - Statistics Belgium

Tableau 2-6 : Total des investissements⁹

(€ millions, variations* en %)	Code NACE	Investissements								
		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
Industries alimentaires	10	985	932	818	924	1.096	962	1.068	1.095	
			-5,3%	-12,2%	12,9%	18,6%	-12,2%	11,0%	2,5%	
Fabrication de boissons	11	232	153	160	214	200	200	230	332	
			-34,0%	4,5%	33,5%	-6,7%	0,4%	14,7%	44,5%	
Total	10-11	1.218	1.086	979	1.138	1.295	1.163	1.298	1.427	
			-10,8%	-9,9%	16,3%	13,8%	-10,2%	11,6%	10,0%	

*Exprimé en millions d'euros et en taux de croissance par rapport à l'année précédente

Source : DG Statistique - Statistics Belgium, données provisoires

Industries alimentaires¹⁰

Le taux de croissance des investissements dans le sous-secteur 10.1 « Transformation et conservation de la viande ; préparation de produits à base de viande », a ralenti en 2015 (+3%) par rapport à 2014 (15,4%). Les investissements pour les « volailles » ont été moins élevés en 2015 après la forte augmentation de 2014 (+59,8%) tandis que les dépenses pour « la viande de boucherie » ont été moins prononcées pour la seconde année consécutive. Les investissements dans le sous-secteur des préparations de « produits à base de viande » sont en croissance en 2015.

Les investissements dans le sous-secteur 10.3 « Transformation et conservation de fruits et légumes » ont encore crû (+37,1%) par rapport à l'année précédente (+24,9%). Il s'agit du second sous-secteur le plus intensif en dépenses d'investissement en 2015. Ce sont principalement les investissements dans la « transformation et conservation de pommes de terre » qui expliquent le résultat, les investissements ayant bondi de 70,1%.

⁹ Il s'agit de données provisoires. Les pondérations appliquées au secteur se basent sur les données non confidentielles annexées. Dès lors, les sous-secteurs 10.2 et 10.4 ne sont pas repris dans l'analyse.

¹⁰ Afin de garantir la confidentialité des données, les valeurs en NACE à « 4 digits » ne sont pas mentionnées.

Le sous-secteur 10.5 « Fabrication de produits laitiers » a procédé à des investissements de moindre ampleur que lors des années précédentes pour repasser sous les 100 millions d'euros d'investissements. Cette moindre performance doit être appréciée au regard de la forte hausse de 2014 (+20,3%). En 2015, le sous-secteur de « l'exploitation de laiteries et fabrication de fromage » a, en effet, réduit ses investissements de 39,2% en moyenne.

Le sous-secteur 10.6 « Travail des grains, fabrication de produits amylacés » a investi de manière plus marquée en 2015 (32,6%) qu'en 2014 (-40,4%) mais à un niveau en deçà de l'année record de 2013.

Après deux années de recul, le sous-secteur 10.7 « Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires » a procédé à de nouveaux investissements (+6,3%). Ce sous-secteur représente le troisième sous-secteur d'importance en termes de dépenses d'investissement. Bien qu'en augmentation en 2015 par rapport à 2014 (+11,2%), les investissements dans la « Fabrication de pain et de pâtisserie fraîche » se situent en deçà du niveau moyen observé sur la période 2008-2015. Par ailleurs, les investissements dans la « Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation » se sont repliés en 2015 (-5,7%).

Les investissements dans le sous-secteur 10.8 « Fabrication d'autres produits alimentaires » se sont légèrement contractés par rapport à 2014 (-3,3%). Il s'agit du sous-secteur le plus important en termes d'investissement. Au sein de ce sous-secteur, les investissements dans la « Fabrication de sucre » sont repartis à la hausse en 2015 (+74,1%) tandis qu'ils ont reculé dans la « Fabrication de cacao, chocolat et de produits de confiserie » (en comparaison, l'année 2014 a été la plus intensive de la période 2008-2015).

Après la très forte accélération constatée en 2012 dans le sous-secteur 10.9 « Fabrication d'aliments pour animaux » (+165,5%), le montant des investissements du sous-secteur s'est maintenu à un niveau élevé et a crû sur un an en 2015.

Fabrication de boissons

Les investissements sont repartis à la hausse en 2015 (+9,8%) dans le sous-secteur 11.01 « Production de boissons alcooliques distillées » après deux années de retrait.

Le sous-secteur 11.05 « Fabrication de bière » est traditionnellement le sous-secteur qui investit majoritairement dans le secteur C11. En 2015, les dépenses en investissements ont progressé pour la sixième année consécutive (+30,8% sur un an) et dépassé la barre des 200 millions d'euros (233 millions d'euros en 2015).

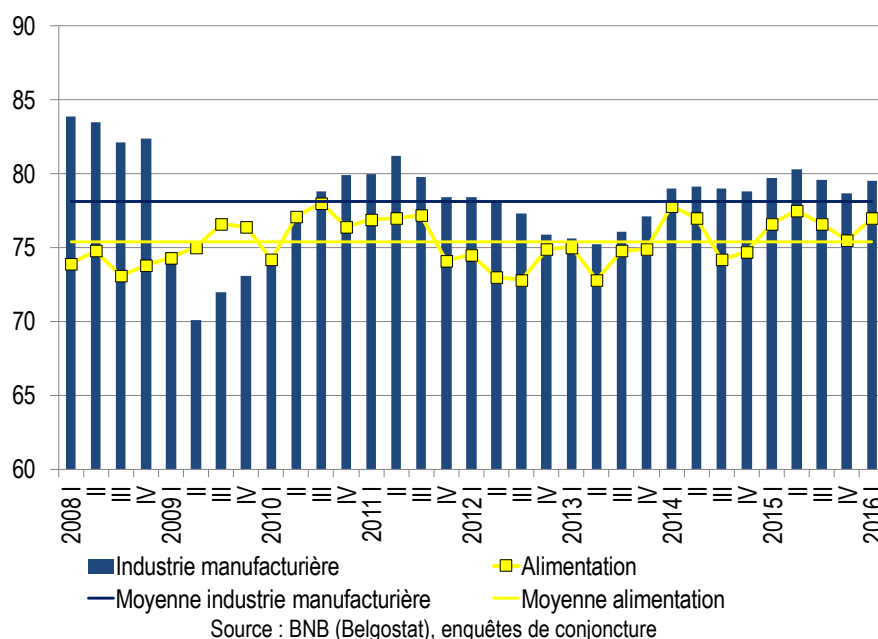
Le sous-secteur 11.07 « Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes » a procédé à des investissements massifs puisque la hausse s'élève à 131,2% sur un an. En termes de niveau, les montants de 2015 (81,4 millions d'euros) dépassent largement la moyenne annuelle observée depuis 2008 (42,8 millions en moyenne sur la période 2008-2014).

2.3.2 Taux d'utilisation des capacités de production

Le taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie manufacturière au premier trimestre de 2016 (enquête effectuée en janvier) se maintient à un niveau proche des 80% (à 79,5%), soit un niveau supérieur à la moyenne calculée sur la période 2008- début 2016 (78,1%). Le taux reste néanmoins en deçà du niveau d'avant crise de 83,9% au premier trimestre de 2008. Les taux relevés en 2014 et 2015 sont relativement stables et ne présentent pas des mouvements de grande ampleur ; l'écart entre le taux

minimum et maximum se limitant à 1,6 point de pourcentage (contre 12,8 points sur la période 2008-2016).

Graphique 2-7 : Taux d'utilisation désaisonnalisé des capacités de production (en%)



En revanche, l'évolution du taux d'utilisation de l'industrie alimentaire (industries alimentaires et fabrication de boissons) est plus fluctuante. Le taux d'utilisation au premier trimestre de 2016 (77%) s'est installé juste en dessous du taux maximum du troisième trimestre 2010 mais à un niveau supérieur à celui du premier trimestre de 2008 (73,9%) ainsi qu'à la moyenne de la période 2008- début 2016 (75,4%). Sur l'ensemble de l'année 2015, le TUC a par ailleurs atteint un plus haut résultat sur la période (76,6%).

2.4 Emploi

Tableau 2-7 : Emploi dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	M92014	M92015
Industries alimentaires	79.138	79.388	79.205	79.495	79.728	79.453	78.981	79.050	78.764
		0,3%	-0,2%	0,4%	0,3%	-0,3%	-0,6%		-0,4%
Fabrication de boissons	9.947	9.646	9.506	9.515	9.424	9.465	9.480	9.481	9.576
		-3,0%	-1,4%	0,1%	-1,0%	0,4%	0,2%		1,0%
Total	89.085	89.033	88.711	89.010	89.152	88.918	88.461	88.531	88.340
		-0,1%	-0,4%	0,3%	0,2%	-0,3%	-0,5%		-0,2%

Le pourcentage indiqué fournit l'évolution par rapport à la période précédente.

Source : Statistiques centralisées de l'ONSS

Au cours des neuf premiers mois de 2015, les secteurs des industries alimentaires et de la fabrication de boissons représentaient conjointement une moyenne de 88.340 emplois directs. La trajectoire de l'emploi de ces deux secteurs s'inscrit pour la deuxième année consécutive, sur la période considérée, en baisse, avec une diminution de 0,2% par rapport à la période correspondante de 2014.

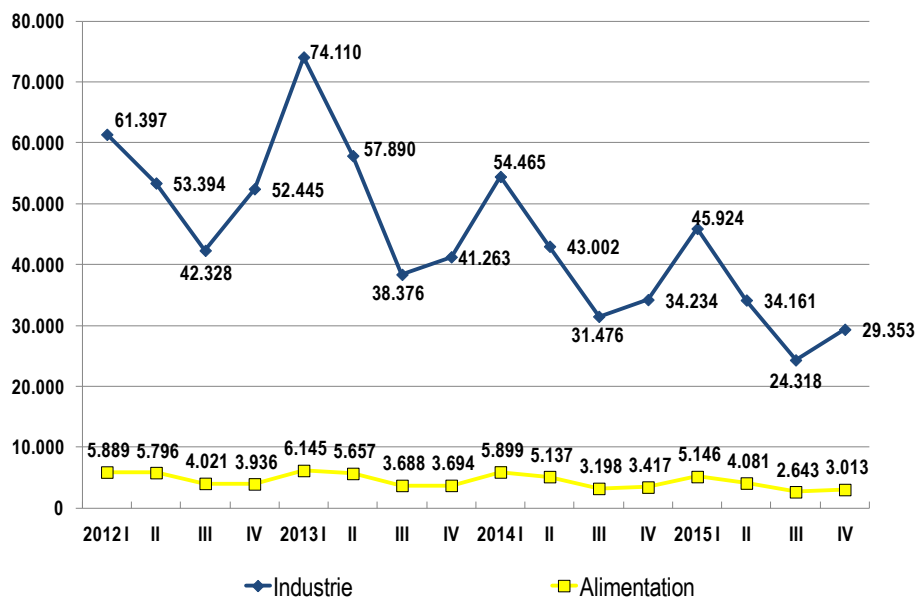
Dans l'industrie alimentaire, les sous-secteurs 10.7 « Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires » et 10.8 « Fabrication d'autres produits alimentaires » ont perdu le plus d'emplois directs au cours des neuf premiers mois de 2015 par rapport à la période similaire de 2014. A contrario, les sous-secteurs 10.3 « Transformation et conservation de fruits et légumes » et 10.4 « Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales » ont créé plus d'emplois directs durant la période considérée.

L'industrie de la fabrication de boissons enregistre une augmentation de 1,0% par rapport aux neuf premiers mois de 2014 avec la création de 95 emplois directs.

Dans l'ensemble des industries alimentaires et de la fabrication de boissons, les sous-secteurs 10.7 « Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires », 10.8 « Fabrication d'autres produits alimentaires » et 10.1 « Transformation et conservation de la viande; préparation de produits à base de viande » restent les trois premiers secteurs pourvoyeurs d'emplois et absorbent en moyenne 61,7% des effectifs de ces deux industries (alimentaires et de la fabrication de boissons) sur les neuf premiers mois de 2015.

2.5 Chômage temporaire

Graphique 2-8 : Chômage temporaire dans l'industrie et dans l'alimentation



Source : Office national de l'emploi

En 2015, le recours au chômage temporaire dans l'industrie manufacturière s'est réduit comparé à 2014. Ainsi, au quatrième trimestre de 2015, le nombre de personnes¹¹ mises au chômage temporaire dans l'industrie manufacturière a reculé de 14,3% sur un an.

Depuis le pic enregistré au premier trimestre de 2013 (74.110), le chômage temporaire dans l'industrie manufacturière suit une trajectoire baissière (-38,03% entre le premier trimestre de 2013 et le premier

¹¹Il s'agit d'équivalent temps plein

trimestre de 2015). Au quatrième trimestre de 2015¹², le chômage temporaire a atteint 29.353 personnes, s'inscrivant à la hausse par rapport au trimestre précédent (24.318 personnes, soit +20,7%) marquant ainsi une variation moins favorable qu'en 2014. Par contre, la situation est plus favorable à un an d'écart ; le nombre de chômeurs ayant diminué de 14,3% en revenant de 34.234 personnes au quatrième trimestre de 2014 à 29.353 personnes.

Dans l'industrie alimentaire (boissons comprises), le chômage temporaire a reculé de 11,8% sur un an au quatrième trimestre de 2015, ce qui représente une diminution moindre que celle constatée dans l'industrie manufacturière (14,3%).

L'industrie alimentaire (industries alimentaires et fabrication de boissons confondues) a suivi globalement l'évolution baissière enregistrée dans l'industrie manufacturière. Le nombre moyen de chômeurs temporaires en 2015 (3.721) y est inférieur à celui de la même période en 2014 (4.401). Cependant, l'industrie alimentaire contribue à présent pour 11,13% du chômage temporaire dans l'industrie manufacturière en 2015 après une contribution de 9,8% en 2014.

2.6 Créations et radiations d'entreprises

Industries alimentaires

Depuis le pic de 391 nouvelles entreprises enregistrées en 2011 dans l'industrie alimentaire, le nombre annuel de nouvelles entreprises dans l'industrie alimentaire a baissé jusqu'en 2013 pour s'établir au niveau le plus bas depuis 2008. En 2014, le secteur a retrouvé son dynamisme entrepreneuriale en se rapprochant du record de 2011, soit 8,3% de plus que l'année précédente. En 2015, le nombre de nouvelles entreprises a augmenté de 19,2% par rapport à 2014 et sur la période 2009-2015, le secteur a affiché une augmentation de 25,7% de nouvelles entreprises. Le sous-secteur 10.7 « Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires » se révèle le plus dynamique.

Le nombre d'entreprises de l'industrie alimentaire radiées en 2015 a diminué de 4,2% par rapport à 2014. Ce nombre apparaît chaque année supérieure à celui des nouvelles entreprises. L'écart entre les nouvelles entreprises et celles qui disparaissent s'était toutefois réduit en 2014. En revanche, l'écart se révèle positif en 2015, le nombre de création d'entreprises excédant celui des cessations d'entreprises.

Fabrication de boissons

Dans le secteur de la fabrication de boissons, le nombre annuel de nouvelles entreprises a régulièrement progressé jusqu'en 2015, ce qui représente une augmentation de 300,0% entre 2009 et 2015. En 2015, le nombre de nouvelles entreprises s'est accru de 14,3% par rapport à 2014.

Globalement, le nombre d'entreprises qui cessent leur activité s'est également accru pendant la période 2009 – 2013 (+60,0%). En 2015, le nombre d'entreprises radiées a augmenté de 17,6% à un rythme moins rapide qu'en 2014. Sur la période 2009-2015, le nombre d'entreprises en cessation d'activité, dans l'industrie de fabrication de boissons a évolué en dents de scie.

¹²Le chômage temporaire évolue selon un rythme saisonnier. Le recours au chômage temporaire augmente au premier trimestre de l'année à l'inverse du troisième trimestre qui enregistre le niveau le plus bas. Cet indicateur doit donc être apprécié d'une année sur l'autre.

De 2008 à 2015, le nombre de nouvelles entreprises dans le secteur de la fabrication de boissons est supérieur au nombre d'entreprises qui interrompent leurs activités. L'écart se creuse encore en 2014 sous l'effet de la diminution des entreprises qui cessent leur activité et de l'augmentation des nouvelles entreprises.

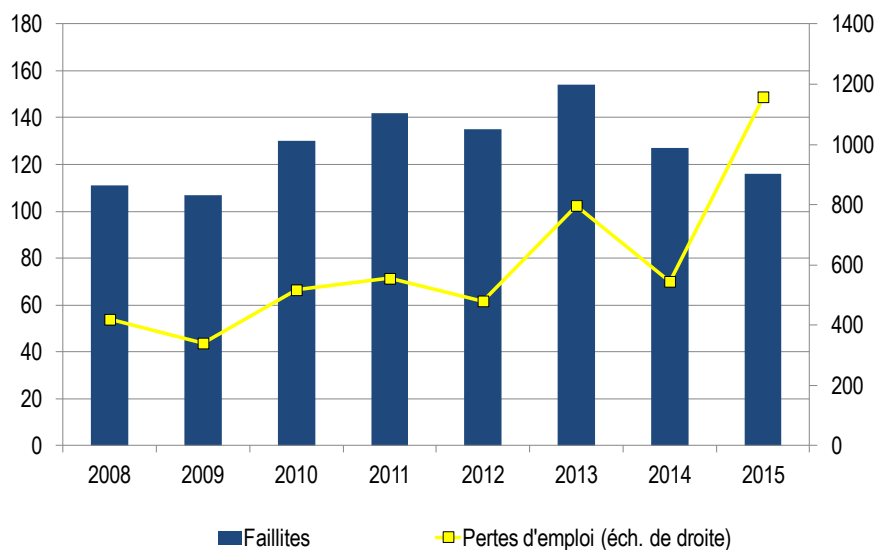
2.7 Faillites

Industries alimentaires

En 2015, pour la deuxième année consécutive depuis le pic de 2013 dans l'industrie alimentaire, le nombre de faillites s'est inscrit en baisse. Le nombre de faillites est retombé à 116, en diminution de 8,7% par rapport à 2014. Cependant, bien qu'en réduction, ces faillites ont occasionné plus de pertes d'emploi¹³ depuis 2008, dépassant le record de 2013, soit un total de 1.158 pertes d'emploi. Sur la période 2008-2015, les pertes d'emploi suite aux faillites dans l'industrie alimentaire suivent une trajectoire haussière, avec une progression de 176,4% sur la période considérée (sur 8 ans).

Les secteurs 10.7 « Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires » et 10.1 « Transformation et conservation de la viande ; préparation de produits à base de viande » sont les plus concernés par les faillites et les pertes d'emploi suite aux faillites. Les deux secteurs précités représentent 82,8% des faillites et 92,8% des pertes d'emploi dans l'industrie alimentaire.

Graphique 2-9 : Faillites et pertes d'emploi directement liées dans les industries alimentaires (en nombre)



Source : DG Statistique - Statistics Belgium

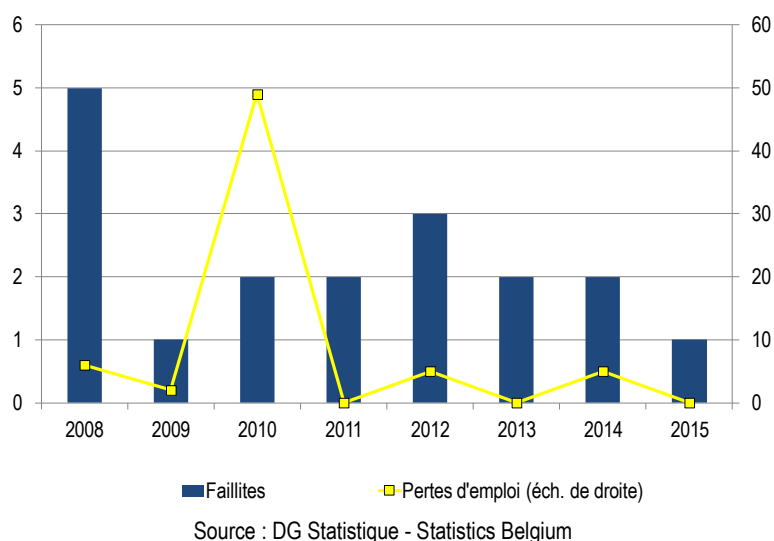
Fabrication de boissons

Après la stabilisation des faillites observée depuis 2009, le secteur de la fabrication de boissons a enregistré en 2015 une amélioration en termes de faillites, celles-ci s'inscrivant à la baisse par rapport à

¹³ La perte d'emplois indiquée est théorique : elle est basée sur le nombre de personnes employées suivant les derniers chiffres ONSS disponibles au moment de la faillite. On ne tient toutefois pas compte des évolutions dans les entreprises individuelles avant (ex. perte d'emploi suite à une restructuration qui précède la faillite) ou après la faillite (ex. reprise d'une partie du personnel par un concurrent), alors que c'est important pour l'évolution de l'emploi dans le secteur.

2014. Les faillites ont diminué de moitié par rapport à 2014 et le secteur de la fabrication de boissons n'a enregistré qu'une entreprise en faillite en 2015, sans incidence sur les pertes d'emploi.

Graphique 2-10 : Faillites et pertes d'emploi directement liées dans la fabrication de boissons (en nombre)



2.8 Commerce extérieur

Cette rubrique présente les chiffres du commerce extérieur de la Belgique pour les produits de l'industrie alimentaire. Les données d'Eurostat ont été utilisées (concept communautaire) suivant la nomenclature combinée (CN8). Elles offrent l'avantage de pouvoir comparer les flux commerciaux avec ceux des pays voisins, mais elles ont aussi pour inconvénient une surestimation des exportations et des importations de la Belgique. Les exportations d'un autre Etat membre passant par un port belge (transit) sont notamment attribuées à la Belgique. Etant donné l'importance du port d'Anvers, cela représente une influence considérable pour la Belgique.

Un bref coup d'œil sur les chiffres nationaux, sans transit, indique que certains produits alimentaires transitent plus que d'autres. Les produits en transit populaires sont le café, les gommes et le poisson, et dans une moindre mesure les fruits et le cacao. D'autre part, certains produits transitent à peine, comme les déchets de l'industrie alimentaire, les graisses, les légumes, le lait et la viande.

Tableau 2-8 : Solde de la balance commerciale des industries alimentaires et de la fabrication de boissons (en millions d'euros)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	M11 2014	M11 2015
Monde	2.287,1	2.860,6	2.903,9	2.058,9	2.831,9	2.942,7	2.796,5	2.669,0	3.777,1
Extra UE 28	-3.077,8	-2.893,4	-2.439,7	-3.023,5	-2.843,2	-2.406,4	-2.724,6	-2.473,2	-2.666,3
Intra UE 28	5.364,9	5.754,0	5.343,6	5.082,4	5.675,1	5.349,1	5.521,0	5.142,2	6.443,4

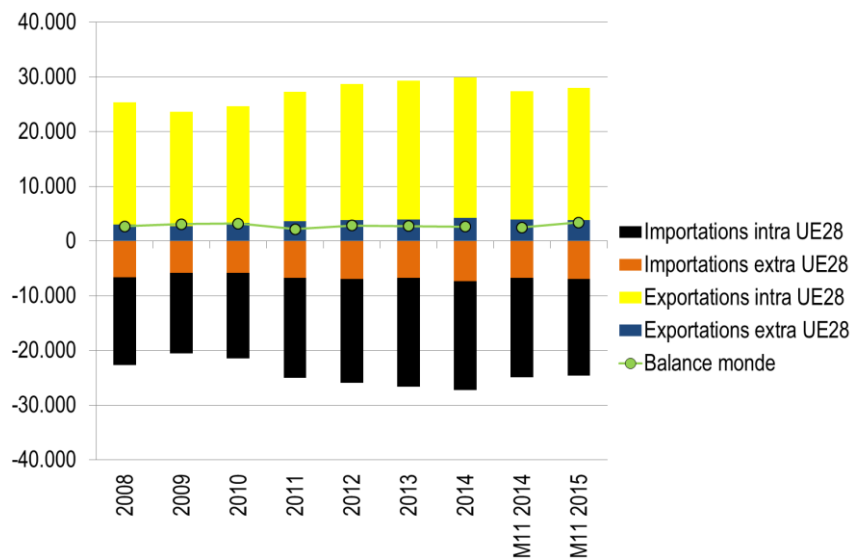
Source : Eurostat

L'industrie alimentaire et des boissons belge a présenté un solde commercial positif en 2014, tout comme les années précédentes (2.796,5 millions d'euros). Au cours des 11 premiers mois de 2015, le solde commercial a en outre fortement augmenté par rapport à la même période en 2014 (+41,5%), pour atteindre un surplus de 3.777,1 millions d'euros, à partir d'exportations de 30.666,3 millions d'euros et d'importations de 26.889,3 millions d'euros. Lorsqu'une distinction est opérée sur la base de la destination, le solde commercial intracommunautaire de l'industrie alimentaire apparaît positif, tandis que

la balance extracommunautaire est négative, ce qui implique que les importations excèdent les exportations en dehors de l'UE28.

Industries alimentaires

Graphique 2-11 : Commerce extérieur de la Belgique pour les industries alimentaires¹⁴ (en millions d'euros)



Source : Eurostat

Le secteur alimentaire contribue positivement au solde commercial total de la Belgique. Les exportations ont dépassé les importations, ce qui a entraîné un solde commercial de 3.403,6 millions d'euros au cours des 11 premiers mois de 2015. Le commerce extérieur avec les autres Etats membres de l'Union européenne a assuré ce résultat positif. Le commerce avec les pays en dehors de l'UE a été effectivement négatif. Le solde commercial a augmenté durant les 11 premiers mois de 2015 en comparaison avec la même période un an plus tôt, de sorte que les exportations ont augmenté (+2,2%), tandis que les importations ont légèrement baissé (-1,2%).

Les exportations totales du secteur alimentaire se sont élevées à 27.999,8 millions d'euros lors des 11 premiers mois de 2015. Les exportations de produits alimentaires étaient destinées pour 86,2% vers les pays au sein de l'UE, contre à peine 13,8% vers les pays en dehors de l'UE.

Les catégories « Viandes et abats comestibles » et « Préparations de légumes, de fruits et d'autres parties de plantes » représentent toutes les deux 10,1% des exportations de produits alimentaires. Alors que les exportations de la première catégorie ont baissé de 2,7% pendant les 11 premiers mois de 2015 par rapport à cette période un an plus tôt, les exportations de la seconde catégorie de produits ont augmenté (+3,2%). Les exportations, notamment, de « Cacao et ses préparations » (+15,4%), « Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires » (+9,2%) et « Résidus et déchets des industries alimentaires ; aliments préparés pour animaux » (+6%) ont augmenté durant cette période.

Les catégories de produits « Lait et produits de la laiterie ; œufs d'oiseaux ; miel naturel ; produits comestibles d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs », « Graisses et huiles animales ou végétales ; produits de leur dissociation ; graisses alimentaires élaborées ; cires d'origine animale ou végétale » et « Graines et fruits oléagineux ; graines, semences et fruits divers ; plantes industrielles ou

¹⁴ La ventilation se trouve à l'annexe, tableau 3-1

médicinales ; pailles et fourrages » ont vu leurs exportations baisser durant les 11 premiers mois de 2015 par rapport à la période correspondante un an plus tôt (resp. -11,9%, -4,9% et -14,2%).

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de l'évolution de nos exportations depuis 2008. Pour rester bref, seules les principales catégories de produits ont été illustrées (avec une contribution particulièrement grande à la balance commerciale, un important chiffre des exportations ou une grande part dans l'UE 28).

Tableau 2-9 : Ventilation des exportations par groupe de produits (en millions d'euros)

Produits	2008	2014	M11 2014	M11 2015	Δ2008-2014	Δ M11 2014-M11 2015	Part relative 2015
Total alimentaire	25.375,9	29.878,3	27.389,4	27.999,8	17,7%	2,2%	100%
dont :							
Viandes et abats comestibles	2.815,8	3.150,5	2.892,2	2.814,2	11,9%	-2,7%	10,1%
Lait et produits de laiterie; œufs d'oiseaux; miel naturel; produits comestibles d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs	2.421,9	3.328,5	3.061,7	2.697,8	37,4%	-11,9%	9,6%
Produits de la minoterie; malt; amidons et féculés; inuline; gluten de froment	1.020,6	1.036,5	955,7	952,7	1,6%	-0,3%	3,4%
Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculés ou de lait; pâtisseries	2.036,7	2.835,6	2.603,1	2.636,3	39,2%	1,3%	9,4%
Préparations de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes	2.272,1	2.993,6	2.744,2	2.832,6	31,8%	3,2%	10,1%

Source : Eurostat

Les importations s'élevaient à 24.596,3 millions d'euros durant les 11 premiers mois de 2015, ce qui représente une légère baisse de 1,2% par rapport à la période correspondante un an plus tôt. 71,5% des importations de produits alimentaires proviennent de pays de l'UE28, et 28,5% de pays hors UE.

« Les fruits et noix comestibles, écorces d'agrumes ou de melons » ont constitué les principaux produits importés, avec une importation croissante de 5,2%. La catégorie « Lait et produits de laiterie ; œufs d'oiseaux ; miel naturel ; produits comestibles d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs » représente aussi une importante catégorie de produits d'importation, bien que l'importation ait baissé de 11,2% entre les 11 premiers mois de 2015 et la même période en 2014. Les importations de « Cacao et ses préparations » ont augmenté de 11,7% (M11 2014-M11 2015). La catégorie « Café, thé, maté et épices » a connu une augmentation spectaculaire des importations de 21,7% durant cette période, mais reste malgré tout limitée. Entre les 11 premiers mois de 2015 et les 11 premiers mois de 2014, une diminution des importations a été observée notamment de « Céréales » (-4,3%), de « Graines et fruits oléagineux ; graines, semences et fruits divers ; plantes industrielles ou médicinales ; pailles et fourrages » (-8%) et de « Graisses et huiles animales ou végétales et produits de leur dissociation ; graisses alimentaires élaborées ; cires d'origine animale ou végétale » (-10,6%).

Tableau 2-10 : Ventilation des importations par groupe de produits (en millions d'euros)

Produits	2008	2014	M11 2014	M11 2015	Δ2008-2014	Δ M11 2014-M11 2015	Part relative 2015
Total alimentaire	22.692,9	27.243,1	24.904,3	24.596,3	20,1%	-1,2%	100,0%
dont :							
Viandes et abats comestibles	1.223,2	1.416,0	1.285,7	1.231,2	15,8%	-4,2%	5,0%
Lait et produits de la laiterie; œufs d'oiseaux; miel naturel; produits comestibles d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs	2.464,2	3.290,1	3.017,6	2.678,8	33,5%	-11,2%	10,9%
Fruits comestibles ; écorces d'agrumes ou de melons	2.974,1	2.898,7	2.646,0	2.784,7	-2,5%	5,2%	11,3%
Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculés ou de lait, pâtisseries	1.172,0	1.424,1	1.302,5	1.315,7	21,5%	1,0%	5,3%
Préparations de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes	1.328,9	1.969,2	1.807,1	1.856,0	48,2%	2,7%	7,5%

Source : Eurostat

En termes de volume, le commerce extérieur a affiché un profil d'évolution différent : les exportations ont augmenté de 1,3% (par rapport à 2,2% en valeur), tandis que les importations ont fléchi de 4% (par rapport à -1,2% en valeur). Les principales différences sont toutefois notables lorsqu'une distinction est effectuée entre le commerce intra et extra-UE. En ce qui concerne le commerce avec les pays de l'UE, les exportations ont moins fortement augmenté en volume qu'en valeur, tandis que les importations ont moins fortement diminué. Au niveau hors UE, les exportations ont augmenté en volume alors qu'elles ont baissé en valeur ; une évolution inverse a été enregistrée pour les importations.

Tableau 2-11 : Comparaison de l'évolution du commerce extérieur en valeur et en quantité pour le secteur alimentaire

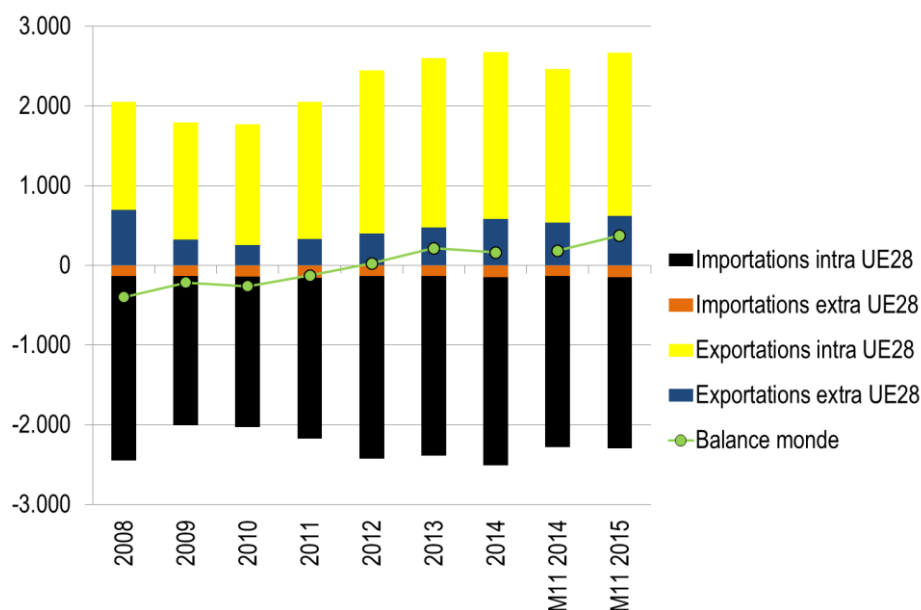
	Δ M11 2014-M11 2015 en valeur	Δ M11 2014-M11 2015 en volume
Intra-UE		
Exportations	2,8%	0,9%
Importations	-2,9%	-0,9%
Extra-UE		
Exportations	-1,2%	3,4%
Importations	3,2%	-13,8%

Source : Eurostat

Au sein de l'UE, les prix des exportations ont donc augmenté, tandis que les prix des importations ont baissé. Toutefois, en dehors de l'UE, un renchérissement des prix des importations a été observé, tandis que les prix des exportations ont diminué en partie à la suite de la baisse de l'euro, qui a été perceptible dès 2015. Cet effet-prix se traduit par un accroissement de la balance commerciale extra-UE, qui reste malgré tout négative. En France et en Allemagne, les prix des importations ont également augmenté pour le commerce en dehors de l'UE, tandis que les prix des exportations ont décliné. Par contre, aux Pays-Bas, cet effet euro n'a pas été perceptible.

En ce qui concerne le commerce avec les pays hors UE, les prix des importations des catégories « Céréales », « Cacao et ses préparations », et « Viandes et abats comestibles », ont augmenté, tandis que les prix des exportations pour notamment le « Lait et les produits de laiterie » et les « Viandes et abats comestibles » ont reculé.

Au niveau intra-UE, les prix des importations des « Graines et fruits oléagineux » se sont accrus, alors que ceux du « Lait et des produits de laiterie » se sont contractés. Les prix des exportations de cette dernière catégorie ont diminué, alors que les prix des exportations des « Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires » et du « Café, thé, maté et épices » ont progressé.

Fabrication de boissons**Graphique 2-12 : Commerce extérieur de la Belgique pour le secteur de la fabrication des boissons¹⁵ (en millions d'euros)**

Source : Eurostat

A l'instar du secteur alimentaire, le secteur des boissons a lui aussi présenté un solde commercial positif. Il s'élevait à 373,5 millions d'euros durant les 11 premiers mois de 2015, ce qui représente plus du double par rapport à la même période un an auparavant. Alors que les importations sont pratiquement restées stables (+0,7%), les exportations ont fortement augmenté, tant à l'intérieur qu'en dehors de l'UE (resp. 6,3% et 15,7%).

Les exportations totales de boissons ont progressé durant les 11 premiers mois de 2015 pour atteindre 2.666,5 millions d'euros, soit 8,4% de plus que durant cette période en 2014. 76,8% des exportations de boissons sont destinées aux pays européens. La part des exportations en dehors de l'UE augmente toutefois pour atteindre 23,2% par rapport aux 21,8% enregistrés en 2014.

Le principal produit d'exportation est la « Bière de malt » : ses exportations représentent pratiquement 40% de l'ensemble des exportations de boissons. Les exportations de bière ont crû de 9% durant les 11 premiers mois de 2015, par rapport à la période correspondante en 2014. Les « Eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et autres boissons non alcooliques, à l'exclusion des jus de fruits ou de légumes visés au poste 2009 » représentent une importante catégorie d'exportation, affichant une progression de 3%.

¹⁵ La ventilation se trouve à l'annexe, tableau 3-2.

Tableau 2-12 : Ventilation des exportations par groupe de produits (en millions d'euros)

Produits	2008	2014	M11 2014	M11 2015	Δ2008-2014	Δ M11 2014-M11 2015	Part relative 2015
Total boissons	2.055,2	2.673,3	2.460,8	2.666,5	30,1%	8,4%	100,0%
dont :							
Eaux, y compris les eaux minérales naturelles ou artificielles et les eaux gazeifiées, non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ni aromatisées; glace et neige	222,5	212,5	196,5	213,6	-4,5%	8,7%	8,0%
Eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazeifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et autres boissons non alcooliques, à l'exclusion des jus de fruits ou de légumes du no 2009	516,4	730,2	672,4	692,4	41,4%	3,0%	26,0%
Bières de malt	631,9	1.057,9	975,5	1.062,8	67,4%	9,0%	39,9%
Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80 % vol ou plus; alcool éthylique et eaux-de-vie dénaturés de tous titres	70,7	271,0	252,4	286,4	283,4%	13,4%	10,7%

Source : Eurostat

Les importations sont pratiquement restées au même niveau qu'en 2014 durant les 11 premiers mois de 2015, avec 2.293 millions d'euros (+0,7%). Ces importations proviennent principalement de l'UE (93,6% des importations totales), tandis que la part des importations de pays hors UE a crû en 2015 par rapport à 2014.

Les importations de boissons sont dominées par les « Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool ; les moûts de raisins, autres que ceux visés au poste 2009 », bien que durant les 11 premiers mois de 2015, leurs importations aient baissé (-7,7%) par rapport à un an plus tôt. Les « Eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazeifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et autres boissons non alcooliques, à l'exclusion des jus de fruits ou de légumes visés au poste 2009 » représentent aussi une importante catégorie d'importation et ont affiché une progression des importations de 7,6% à un an d'écart durant les 11 premiers mois de 2015.

Tableau 2-13 : Ventilation des importations par groupe de produits (en millions d'euros)

Produits	2008	2014	M11 2014	M11 2015	Δ2008-2014	Δ M11 2014-M11 2015	Part relative 2015
Total boissons	2.451,1	2.512,0	2.276,9	2.293,0	2,5%	0,7%	100,0%
dont :							
Eaux, y.c. les eaux minérales et les eaux gazeifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et autres boissons non-alcooliques (à l'excl. Des jus de fruits ou de légumes ainsi que du lait)	416,4	626,3	575,4	619,4	50,4%	7,6%	27,0%
Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool; moûts de raisin, autres que ceux du no 2009	1.115,1	997,1	893,2	824,7	-10,6%	-7,7%	36,0%

Source : Eurostat

2.9 Principaux constats dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons

Les industries alimentaires

Le **climat de confiance** dans l'alimentation se redresse de manière ininterrompue depuis novembre 2014 et s'explique par les prévisions plus favorables en matière d'emploi et de demande.

Le **chiffre d'affaires** dans les industries alimentaires a progressé légèrement en 2015 (+0,1%) après avoir reculé de 1,1% en 2014.

Le sous-secteur 10.3 des « Transformation et conservation de fruits et légumes » tire principalement le chiffre d'affaires vers le haut. Par ailleurs, ce premier affiche la plus forte progression des ventes depuis 2008 (+59,3%). Le sous-secteur 10.7 « Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires » n'enregistre plus une diminution des ventes. La fabrication de sucres s'inscrit à la baisse et recule de près de 40% depuis 2011. Les ventes de la fabrication de chocolat continuent quant à elles de progresser (+7,5% sur un an).

Le sous-secteur de « la transformation et conservation de la viande de boucherie » a marqué le pas en 2014 et en 2015, alignant 7 trimestres de baisse consécutive entre le premier trimestre de 2014 et le troisième trimestre de 2015.

Le chiffre d'affaires dans le sous-secteur 10.5 « Fabrication de produits laitiers » a reculé brusquement en 2015 (-17,7%) après deux années de croissance relativement soutenue.

Dans la plupart des sous-secteurs de l'industrie alimentaire, la **production** a renoué avec la croissance en 2015. Seuls deux sous-secteurs ont affiché un niveau de production plus faible par rapport à 2014 : Le sous-secteur « Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques » et le sous-secteur « Fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires » ont reculé pour la quatrième année consécutive en 2015. En revanche, la production est repartie à la hausse dans la « Transformation et conservation de la viande ; préparation de produits à base de viande » (+8% en 2015) et la « Fabrication de produits laitiers » (+6,9%).

Les **prix à la production** se sont repliés dans la plupart des secteurs. Les huiles, le lait et la viande reculent à un rythme supérieur à 10%.

Les **investissements** ont progressé une nouvelle fois en 2015 (+2,5%) mais de manière moins marquée qu'en 2014. Les investissements dans le sous-secteur 10.3 « Transformation et conservation de fruits et légumes » se sont accélérés confirmant la bonne santé du secteur des pommes de terre. Les laiteries ont procédé à des investissements de moindre ampleur que lors des années précédentes. Les investissements dans la « Fabrication de sucre » sont repartis à la hausse en 2015 (+74,1%) et ont reculé dans la « Fabrication de cacao, chocolat et de produits de confiserie » (en comparaison, l'année 2014 a été l'année la plus intensive de la période 2008-2015).

La moyenne de l'**emploi** sur les neuf premiers mois de 2015 s'est légèrement contractée par rapport aux effectifs des neuf premiers mois de 2014, avec une perte de 286 emplois. Par ailleurs, le nombre moyen de chômeurs temporaires a été plus faible en 2015 (3.721) par rapport à la même période en 2014 (4.413).

Le nombre d'entreprises ayant arrêté leurs activités dans les industries alimentaires en 2015 a été inférieur à celui de 2014, soit une diminution de 4,2%, alors que celui de nouvelles entreprises créées en 2015 se révèle en forte augmentation de 19,2% à un an d'écart. Le nombre de faillites dans les industries alimentaires s'était établi à un niveau plancher en 2013, 153 entreprises ont interrompu leurs activités à la suite d'une faillite entraînant des pertes d'emploi combinées de 797 postes. En 2015, le nombre de faillites s'est replié à 116, en diminution de 8,7% par rapport à 2014, mais combiné à une perte record d'emploi (1.158).

Suite à un accroissement des exportations (+2,2%) au cours des 11 premiers mois de 2015 par rapport à la période similaire un an plus tôt, et à une baisse des importations (-1,2%), le **solde commercial** des produits alimentaires a aussi augmenté. Ces évolutions ont contribué positivement au solde commercial total de la Belgique.

Boissons

Le sous-secteur 11.05 « Fabrication de bière », le plus influent en termes de poids (47,1% en 2015) dans la fabrication de boissons (C11) a une nouvelle fois inscrit une augmentation du chiffre d'affaires en 2015 (+3,2%). Toutefois le rythme de croissance du chiffre d'affaires a ralenti et la croissance a été la plus faible depuis 2011.

La **production** s'est stabilisée dans ce secteur et les prix à la production sont partis en forte hausse (+22%). En 2015, les **dépenses en investissements** ont progressé pour la sixième année consécutive (+30,8% sur un an).

Le sous-secteur 11.07 « Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes », le second sous-secteur le plus influent, a enregistré une baisse du chiffre d'affaires en 2015, soit le premier recul depuis 2010, ainsi qu'un recul **de la production** (-5,8%). **Les prix à la production** se sont légèrement relevés (+1,1%). Malgré ces résultats moins favorables, ce sous-secteur a procédé à des **investissements** massifs en 2015.

La moyenne de **l'emploi** sur les neuf premiers mois de 2015 a progressé par rapport aux effectifs des neuf premiers mois de 2014 (+1,0%), avec la création de 95 emplois. Le nombre de **création d'entreprises** est en hausse continue depuis 2009, ce qui représente un redressement de 14,3% sur un an en 2015.

Le secteur de la fabrication de boissons a enregistré une seule faillite en 2015, en diminution de moitié par rapport à 2014, mais sans incidence sur les pertes d'emploi.

Durant la période 2008-2015, le nombre de nouvelles entreprises dans le secteur de la fabrication de boissons est resté supérieur au nombre d'entreprises qui interrompent leurs activités.

Les exportations de boissons ont fortement augmenté durant les 11 premiers mois de 2015 par rapport à cette période un an plus tôt (+8,4%) ; avec des importations pratiquement constantes (+0,7%), entraînant un solde commercial positif supérieur.

Tableau 2-14 : Evolution des principaux indicateurs économiques dans les industries alimentaires et la fabrication de boissons

		C10				C11			
		2014	2015*	Dernier trimestre disponible		2014	2015	Dernier trimestre disponible	
Courbe de conjoncture	Indice moyen - Série brute désaisonnalisée	-3,20	-2,30	1,50	2015-IV	-3,20	-2,30	1,50	2015-IV
Prix à la production	Indice moyen (2010=100)	116,3	111,8	111,1	2015-IV	107,3	109,3	109,8	2015-IV
	<i>Evolution à 1 an d'écart</i>	-1,0%	-3,9%	-2,5%		2,8%	1,9%	0,9%	
Production	Indice moyen (2010=100)	104,1	107,6	114,33	2015-IV	112,4	109,8	104,9	2015-IV
	<i>Evolution à 1 an d'écart</i>	-0,7%	3,3%	5,3%		2,5%	-2,3%	-2,1%	
Chiffre d'affaires	En millions d'euros	42.831	42.875	11.239	2015-IV	5.180	5.223	1.281	2015-IV
	<i>Evolution à 1 an d'écart</i>	-1,1%	0,1%	2,2%		6,0%	0,8%	1,5%	
Investissements	En millions d'euros	1.068	1.095	335,70	2015-IV	230	332	128	2015-IV
	<i>Evolution à 1 an d'écart</i>	11,0%	2,5%	9,4%		14,7%	44,5%	101,0%	
TUC	Taux moyens			77	2016-I			77	2016-I
Emploi	Postes de travail	78.981	78.764	79.164	2015-III	9.480	9.576	9.615	2015-III
	<i>Evolution à 1 an d'écart</i>	-0,6%	-0,4%	-0,1%		-0,5%	-0,2%	-0,2%	
Chômage temporaire	Equivalent temps plein	4.413	3.721	3.013	2015-IV				
	<i>Evolution à 1 an d'écart</i>	-8,0%	-15,7%	-11,8%					
Créations	Nombre d'entreprises	390	465			70	80		
	<i>Evolution à 1 an d'écart</i>		19,2%				14,3%		
Radiations	Nombre d'entreprises	-477	-457			-17	-20		
	<i>Evolution à 1 an d'écart</i>		-4,2%				17,6%		
Faillites	Nombre d'entreprises	127	116			2	1		
	<i>Evolution à 1 an d'écart</i>		-8,7%				-50,0%		
Emplois perdus (faillites)	Equivalent temps plein	545	1158			5	0		
	<i>Evolution à 1 an d'écart</i>		112,5%				-100,0%		
Exportations**	En millions d'euros	27.389	28.000			2.461	2.667		
	<i>Evolution à 1 an d'écart</i>		2,2%				8,4%		
Importations**	En millions d'euros	24.904	24.596			2.277	2.293		
	<i>Evolution à 1 an d'écart</i>		-1,2%				0,7%		
Solde de la balance	En millions d'euros	2.485	3.404			184	374		
	<i>Evolution à 1 an d'écart</i>		37,0%				103,1%		

* moyenne des données disponibles ; ** données sur le commerce extérieur selon le système harmonisé, pour les 11 premiers mois de l'année.

Sources : Statistics Belgium, BNB (BNB.stat), ONSS, ONEM, Eurostat

3 Annexes

Tableau 3-1 : Commerce international de produits alimentaires (en millions d'euros sauf indication contraire)

Code	Flux	2008	2014	M11 2014	M11 2015	Δ2008-2014	Δ M11 2014-M11 2015	Part relative 2015
Total	Solde commercial*	2.683,0	2635,1	2.485,2	3.403,6	-47,9	918,4	100,0%
	Exportations	25.375,9	29.878,3	27.389,4	27.999,8	17,7%	2,2%	100,0%
	Importations	22.692,9	27.243,1	24.904,3	24.596,3	20,1%	-1,2%	100,0%
Dont								
02	Solde commercial*	1.592,6	1.734,5	1.606,5	1.583,0	141,9	-23,5	46,5%
	Exportations	2.815,8	3.150,5	2.892,2	2.814,2	11,9%	-2,7%	10,1%
	Importations	1.223,2	1.416,0	1.285,7	1.231,2	15,8%	-4,2%	5,0%
03	Solde commercial*	-488,5	-735,6	-652,9	-607,2	-247,1	45,8	-17,8%
	Exportations	681,1	683,3	609,2	636,8	0,3%	4,5%	2,3%
	Importations	1.169,7	1.418,9	1.262,1	1.244,0	21,3%	-1,4%	5,1%
04	Solde commercial*	-42,3	38,4	44,2	19,0	80,7	-25,2	0,6%
	Exportations	2.421,9	3.328,5	3.061,7	2.697,8	37,4%	-11,9%	9,6%
	Importations	2.464,2	3.290,1	3.017,6	2.678,8	33,5%	-11,2%	10,9%
05	Solde commercial*	-5,6	-45,9	-42,0	-26,0	-40,3	16,1	-0,8%
	Exportations	78,6	105,2	96,7	107,6	33,7%	11,3%	0,4%
	Importations	84,2	151,0	138,7	133,5	79,3%	-3,7%	0,5%
07	Solde commercial*	482,3	459,2	420,3	491,4	-23,1	71,2	14,4%
	Exportations	1.708,2	1.931,4	1.775,2	1.939,2	13,1%	9,2%	6,9%
	Importations	1.225,9	1.472,2	1.354,9	1.447,8	20,1%	6,9%	5,9%
08	Solde commercial*	-496,0	-536,7	-463,9	-562,1	-40,6	-98,2	-16,5%
	Exportations	2.478,1	2.362,1	2.182,1	2.222,6	-4,7%	1,9%	7,9%
	Importations	2.974,1	2.898,7	2.646,0	2.784,7	-2,5%	5,2%	11,3%
09	Solde commercial*	-94,7	-120,7	-103,5	-81,9	-26,0	21,6	-2,4%
	Exportations	828,7	858,4	779,4	992,4	3,6%	27,3%	3,5%
	Importations	923,4	979,1	882,8	1.074,2	6,0%	21,7%	4,4%
10	Solde commercial*	-1.044,9	-1.205,7	-1.098,5	-1.012,9	-160,8	85,6	-29,8%
	Exportations	688,7	532,4	485,8	503,7	-22,7%	3,7%	1,8%
	Importations	1.733,6	1.738,1	1.584,3	1.516,7	0,3%	-4,3%	6,2%
11	Solde commercial*	441,5	560,1	511,3	505,3	118,5	-6,0	14,8%
	Exportations	1.020,6	1.036,5	955,7	952,7	1,6%	-0,3%	3,4%
	Importations	579,1	476,4	444,4	447,4	-17,7%	0,7%	1,8%
12	Solde commercial*	-702,3	-1.089,7	-1.027,0	-980,1	-387,4	46,9	-28,8%
	Exportations	439,3	623,9	555,3	476,2	42,0%	-14,2%	1,7%
	Importations	1.141,6	1.713,5	1.582,3	1.456,3	50,1%	-8,0%	5,9%
13	Solde commercial*	-27,3	-39,6	-35,7	-38,4	-12,3	-2,7	-1,1%
	Exportations	59,9	76,4	70,7	73,0	27,6%	3,2%	0,3%
	Importations	87,1	116,0	106,3	111,3	33,2%	4,7%	0,5%
14	Solde commercial*	-2,0	-4,3	-3,1	-4,3	-2,3	-1,2	-0,1%
	Exportations	11,3	12,5	12,0	11,1	11,3%	-7,3%	0,0%
	Importations	13,3	16,9	15,1	15,5	26,9%	2,3%	0,1%
15	Solde commercial*	-177,4	-263,8	-248,8	-146,8	-86,4	102,0	-4,3%
	Exportations	1.611,6	1.433,8	1.321,3	1.256,2	-11,0%	-4,9%	4,5%
	Importations	1.789,0	1.697,6	1.570,2	1.403,0	-5,1%	-10,6%	5,7%
16	Solde commercial*	-31,8	-80,7	-68,6	-35,4	-48,8	33,2	-1,0%
	Exportations	763,9	830,8	751,2	783,2	8,8%	4,3%	2,8%
	Importations	795,8	911,5	819,7	818,6	14,5%	-0,1%	3,3%
17	Solde commercial*	381,7	150,7	149,9	330,4	-231,1	180,5	9,7%
	Exportations	1.017,5	1.022,6	948,5	940,9	0,5%	-0,8%	3,4%
	Importations	635,8	872,0	798,6	610,6	37,1%	-23,5%	2,5%
18	Solde commercial*	727,4	692,6	626,7	787,8	-34,8	161,1	23,1%
	Exportations	1.866,9	2.593,8	2.360,1	2.723,3	38,9%	15,4%	9,7%
	Importations	1.139,6	1.901,2	1.733,4	1.935,4	66,8%	11,7%	7,9%
19	Solde commercial*	864,7	1.411,5	1.300,6	1.320,6	546,8	20,0	38,8%
	Exportations	2.036,7	2.835,6	2.603,1	2.636,3	39,2%	1,3%	9,4%
	Importations	1.172,0	1.424,1	1.302,5	1.315,7	21,5%	1,0%	5,3%
20	Solde commercial*	943,3	1.024,4	937,1	976,6	81,1	39,5	28,7%
	Exportations	2.272,1	2.993,6	2.744,2	2.832,6	31,8%	3,2%	10,1%
	Importations	1.328,9	1.969,2	1.807,1	1.856,0	48,2%	2,7%	7,5%
21	Solde commercial*	326,9	507,1	472,9	598,2	180,2	125,4	17,6%
	Exportations	1.108,1	1.567,1	1.449,3	1.559,5	41,4%	7,6%	5,6%
	Importations	781,2	1.060,0	976,4	961,3	35,7%	-1,5%	3,9%
23	Solde commercial*	35,5	179,4	159,9	286,3	143,9	126,4	8,4%
	Exportations	1.466,8	1.900,0	1.735,9	1.840,5	29,5%	6,0%	6,6%
	Importations	1.431,2	1.720,6	1.576,1	1.554,2	20,2%	-1,4%	6,3%

* Evolution du solde commercial en millions d'euros

Source : CE

Tableau 3-2 : Commerce international de boissons (en millions d'euros, sauf indication contraire)

Code	Flux	2008	2014	M11 2014	M11 2015	Δ2008 - 2014	Δ M11 2014- M11 2015	Part relative 2015
22	Solde commercial*	-395,9	161,3	183,9	373,5	557,2	189,6	100,0%
	Exportations	2.055,2	2.673,3	2.460,8	2.666,5	30,1%	8,4%	100,0%
	Importations	2.451,1	2.512,0	2.276,9	2.293,0	2,5%	0,7%	100,0%
Dont								
2201	Solde commercial*	14,1	-34,6	-31,5	-37,9	-48,7	-6,4	-10,2%
	Exportations	222,5	212,5	196,5	213,6	-4,5%	8,7%	8,0%
	Importations	208,3	247,1	228,0	251,5	18,6%	10,3%	11,0%
2202	Solde commercial*	100,0	103,9	97,0	73,0	3,9	-24,0	19,6%
	Exportations	516,4	730,2	672,4	692,4	41,4%	3,0%	26,0%
	Importations	416,4	626,3	575,4	619,4	50,4%	7,6%	27,0%
2203	Solde commercial*	535,9	868,2	798,8	913,9	332,3	115,0	244,7%
	Exportations	631,9	1.057,9	975,5	1.062,8	67,4%	9,0%	39,9%
	Importations	95,9	189,6	176,7	149,0	97,7%	-15,7%	6,5%
2204	Solde commercial*	-841,5	-869,4	-778,0	-709,7	-27,9	68,3	-190,0%
	Exportations	273,7	127,7	115,2	115,0	-53,3%	-0,2%	4,3%
	Importations	1.115,1	997,1	893,2	824,7	-10,6%	-7,7%	36,0%
2205	Solde commercial*	-31,8	-43,5	-39,1	-40,7	-11,8	-1,6	-10,9%
	Exportations	5,6	8,2	7,5	7,3	46,1%	-2,9%	0,3%
	Importations	37,4	51,7	46,6	48,0	38,4%	3,0%	2,1%
2206	Solde commercial*	20,8	33,6	31,0	31,2	12,8	0,2	8,3%
	Exportations	28,9	43,3	40,3	39,9	49,5%	-0,9%	1,5%
	Importations	8,2	9,7	9,3	8,7	18,9%	-5,7%	0,4%
2207	Solde commercial*	-27,6	176,8	163,4	204,5	204,4	41,1	54,8%
	Exportations	70,7	271,0	252,4	286,4	283,4%	13,4%	10,7%
	Importations	98,3	94,2	89,1	81,9	-4,1%	-8,1%	3,6%
2208	Solde commercial*	-159,7	-68,1	-52,7	-56,4	91,6	-3,6	-15,1%
	Exportations	302,9	218,1	196,9	244,4	-84,8	-21,2	9,2%
	Importations	462,6	286,2	249,6	300,8	-38,1%	20,5%	13,1%
2209	Solde commercial*	-6,2	-5,5	-5,0	-4,4	0,7	0,7	-1,2%
	Exportations	2,6	4,4	4,1	4,7	69,6%	15,5%	0,2%
	Importations	8,8	10,0	9,1	9,1	12,9%	-0,4%	0,4%

*Evolution du solde commercial en millions d'euros

Source : CE